



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 8 AOÛT 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 8TH, 1942

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.  
1—1-52

### Lettres Patentes

#### "Automatic Equipment Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu, de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1942, des lettres patentes en date du neuf juillet 1942, constituant en corporation: Jack Becker, manufacturier, de la cité de Westmount, Dora Kaufman, de la cité de Lachine, et Celia Cohen, de la cité d'Outremont, filles majeures, sténographes, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, exporter, importer et autrement négocier et faire le commerce, soit en gros ou en détail, de toute machinerie, appareils, installations, accessoires ou pièces, matériaux et commodités, soit électriques ou mécaniques, scientifiques ou autrement, de toutes sortes, caractères et descriptions quelconques utilisés ou se rapportant aux aéroplanes et vaisseaux aériens de toutes sortes utilisés ou se rapportant à la construction de navires, à la fabrication de munitions, aux industries métallurgiques, aux développements d'énergie électrique, véhicules moteurs, bateaux à moteur, trains, utilisés ou se rapportant à toute forme de charroiyage ou transport quelconque, soit terrestre, aérien ou mari-

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Québec, June 27th, 1940.  
1—1-52

### Letters Patent

#### "Automatic Equipment Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of July, 1942, incorporating: Jack Becker, Manufacturer, of the City of Westmount, Dora Kaufman, of the City of Lachine, and Celia Cohen, of the City of Outremont, Spinsters, Stenographers, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, lease, export, import and otherwise deal in and deal with, either by wholesale or retail, all machinery, apparatus, equipment, accessories or parts, materials and commodities, whether electrical or mechanical, scientific or otherwise, of every kind, character and description whatsoever used for or in connection with aeroplanes and flying machines of all kinds, or for or in connection with shipbuilding, munitions, metal industries, electric power developments, motor vehicles, motor boats, trains, or for or in connection with any form or conveyance or transportation of any kind, whether by land, air or water, and all things capable of being used directly or indirectly in connection therewith,

time, et toutes choses susceptibles d'être utilisées directement ou indirectement relativement à ceux, sous le nom de "Automatic Equipment Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en trois mille cent soixante-dix (3,170) actions, dont cent soixante-dix (170) seront des actions privilégiées ayant une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et la balance sera de trois mille (3,000) actions ordinaires ayant une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

\*Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf juillet 1942.

P. FRENETTE,  
1706 Assistant-procureur général intérimaire.

**"Automatic Works Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf juillet 1942, constituant en corporation: David Becker, manufacturier, Sonya Gertin et Beatrice Caplan, filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, exporter, importer et autrement négocier et faire le commerce, soit en gros ou en détail, de toute machinerie, appareils, installations, accessoires ou pièces, matériaux et commodités, soit électriques ou mécaniques, scientifiques ou autrement, de toutes sortes, caractères et description quelconques utilisés ou se rapportant aux aéroplanes et vaisseaux aériens de toutes sortes, utilisés ou se rapportant à la construction de navires, à la fabrication de munitions, aux industries métallurgiques, aux développements d'énergie électrique, véhicules moteurs, bateaux à moteur, trains, utilisés ou se rapportant à toute forme de charroirage ou transport quelconque, soit terrestre, aérien ou maritime, et toutes choses susceptibles d'être utilisées directement ou indirectement relativement à ceux, sous le nom de "Automatic Works Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en trois mille cent soixante-dix (3,170) actions dont cent soixante-dix (170) seront des actions privilégiées ayant une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et la balance sera de trois mille (3,000) actions ordinaires ayant une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf juillet 1942.

P. FRENETTE,  
1707 Assistant-procureur général intérimaire.

**"Moreau Machine Shop Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1942, constituant en corporation: Edouard Tellier, avocat, Conseil du Roi, de la cité d'Outremont, Gilberte Chénier et Blandine Simard, sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

under the name of "Automatic Equipment Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into three thousand one hundred and seventy (3,170) shares, of which one hundred and seventy (170) shall be preferred shares having a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and the balance shall be three thousand (3,000) common shares having a par value of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1942.

P. FRENETTE,  
1706-o Acting Deputy Attorney General.

**"Automatic Works Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of July, 1942, incorporating: David Becker, Manufacturer, Sonya Gertin and Beatrice Caplan, spinsters, Stenographers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, lease, export, import and otherwise deal in and deal with, either by wholesale or retail, all machinery, apparatus, equipment, accessories or parts, materials and commodities, whether electrical or mechanical, scientific or otherwise, of every kind, character and description whatsoever used for or in connection with aeroplanes and flying machines of all kinds, or for or in connection with shipbuilding, munitions, metal industries, electric power developments, motor vehicles, motor boats, trains, or for or in connection with any form of conveyance or transportation of any kind, whether by land, air or water, and all things capable of being used directly or indirectly in connection therewith, under the name of "Automatic Works Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into three thousand one hundred and seventy (3,170) shares, of which one hundred and seventy (170) shall be preferred shares having a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and the balance shall be three thousand (3,000) common shares having a par value of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1942.

P. FRENETTE,  
1707-o Acting Deputy Attorney General.

**"Moreau Machine Shop Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1942, incorporating: Edouard Tellier, advocate, King's Counsel, of the city of Outremont, Gilberte Chénier and Blandine Simard, stenographers, spinsters and in the use of their rights, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Acheter et autrement acquérir, vendre et autrement aliéner, importer, exporter, manufacturer, assembler, produire, prendre à bail, louer et autrement faire le commerce et le négoce de machinerie de toute sorte et description, et toutes leurs pièces et parties constitutives et, en particulier, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, toute machinerie de transport, bouilloires, tubes, tuyauterie, outils, valves, métaux, générateurs, et toutes sortes d'appareils électriques, coussinets et coussinets à billes et en caoutchouc; coton, cuir, ceintures en caoutchouc et couvertes en caoutchouc, poulies, cordage, cable, fil de métal, engrenage, moteurs, machines, ciment, colle forte, pulvérisateurs, fourneaux, accessoires de fourneaux, bouilloires, tuyaux, fer, acier, alliages, outillages et matériaux de tous genres, sortes et descriptions et parties et accessoires d'iceux;

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer, assembler, produire, livrer, ériger, installer, construire, exploiter, donner un service général, surveiller, garantir, emmagasiner, utiliser, prendre à bail, louer, échanger ou autrement faire, de toute façon ou manière quelconque, le commerce d'aucun et tous produits chimiques, appareils de chimie et machinerie, appareils de génie civil, machines hydrauliques ou électriques, et appareils et accessoires de toutes sortes, et aucune et toutes sortes et descriptions de dispositifs, pièces, fournitures, instruments ou accessoires, y connexes, et exercer et exploiter tout commerce y connexe ou allié;

Faire un commerce d'appareils, procédés et construction, soit chimiques, électriques, mécaniques, métallurgiques, hydrauliques et de génie civil, et développer, exploiter et encourager l'usage d'appareils, de procédés et de construction, soit chimiques, électriques, mécaniques, métallurgiques et de génie;

Établir, entretenir, conduire et exploiter des laboratoires pour recherches;

Acheter, vendre et faire le commerce du charbon, bois, asbeste, huiles, pétrole, gaz naturel et autres minéraux, et outils, machinerie, instruments, commodités, provisions et telles autres choses susceptibles d'être utilisées relativement aux opérations de la compagnie, sous le nom de "Moreau Machine Shop Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,

1708-o Assistant-procureur général intérimaire.

To purchase and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, import, export, manufacture, assemble, produce, lease, hire and otherwise deal in and with all machinery of all kinds and descriptions, and all parts and components of the same and in particular but without limiting the generality of the foregoing, all conveying machinery, boilers, tubes, pipings, valves, sheet and plate metals, all kinds of metals, generators, and all kinds of electrical apparatus, bearing and ball and rubber bearings, cotton, leather, rubber and rubber coated belts, pulleys, rope, cables, wire, gears, motors, engines, cement, glue, pulverizers, furnaces, furnace equipment, boilers, pipes, iron, steel, alloys, equipment, and materials of all kinds, sorts and description and/or parts and accessories thereto;

To buy, sell, import, export, manufacture, assemble, produce, deliver, erect, install, construct, operate, service, supervise, guarantee, store, use, lease, hire, exchange or otherwise deal in any way or manner whatsoever in any and all kinds of chemicals, chemical equipment and machinery, engineering equipment, mechanical, hydraulic or electrical machinery, and apparatus and appliances of all kinds, and any and all kinds and descriptions of devices, parts, supplies, implements or accessories pertaining thereto, and to carry on and engage in any business allied to or connected therewith;

To carry on a business dealing in chemical, electrical, mechanical, metallurgical and hydraulic engineering equipment, processes and construction, and to develop, exploit and promote chemical, electrical, mechanical, metallurgical and hydraulic equipment, processes and construction,

To establish, maintain, conduct and operate research laboratories;

To buy, sell and deal in coal, wood, asbestos, oils, petroleum, natural gas and other minerals, and tools, machinery, implements, conveniences, provisions and such other things as are capable of being used in connection with the operations of the company; under the name of "Moreau Machine Shop Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be in the city of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1942.

P. FRENETTE,

1708 Acting Deputy Attorney General.

**"Récupération Provinciale Limitée"**  
**"Provincial Salvage Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juillet 1942, constituant en corporation: Charles Girouard, Charles Bloome, Joseph Mantell, tous trois marchands, et Léon Faribault, avocat, tous quatre des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, importer, exporter ou autrement acquérir, vendre, disposer, réparer et transformer des matières de rebut ou des matières usagées de tous genres, sous le nom de "Récupération Provinciale Limitée"—"Provincial Salvage Limited",

**"Récupération Provinciale Limitée"**  
**"Provincial Salvage Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1942, incorporating: Charles Girouard, Charles Bloome, Joseph Mantell, all three merchants and Léon Faribault, advocate, all four of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, import, export or otherwise acquire, sell, dispose of, repair and transform waste matter or used matter of all kinds, under the name of "Récupération Provinciale Limitée"—"Provincial Salvage Limited", with a total capital stock of

avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,  
1709-o Assistant-procureur général intérimaire.

**"Silbro's Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1942, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman et Edward I. Auerback, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à acheter, vendre, manufacturer, importer et exporter toutes sortes de marchandises en coton et en laine, toiles, rayons, mouchoirs et literie et autres articles se rapportant directement ou indirectement à l'industrie sus-mentionnée et agir comme agents, marchands à commission et représentants relativement aux objets susdits, sous le nom de "Silbro's Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept juin 1942.

L. DÉSILETS,  
1710 Assistant-procureur général.

**"United Machine Works Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du six juillet 1942, constituant en corporation: Aage N. C. Lynge, gérant, Sam A. Doubilet, comptable expert, et Doris Stein, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme commerçants, marchands et manufacturiers de tous genres de machinerie et outils, moteurs et dynamos comprenant celui qui consiste à finir, tremper, plaquer et aiguiser;

Exercer le commerce général de réparation d'outils et machinerie, moteurs et dynamos, sous le nom de "United Machine Works Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce six juillet 1942.

P. FRENETTE,  
1711 Assistant-procureur général intérimaire.

ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1942.

P. FRENETTE,  
1709 Acting Deputy Attorney General.

**"Silbro's Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1942, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman and Edward I. Auerback, Advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of buying, selling, manufacturing, importing and exporting of all kinds of cotton and woolen goods, linens, rayons handkerchiefs and bedding and other articles connected directly or indirectly with the above mentioned trade and to act as agents, commission merchants and representatives in connection with the above, under the name of "Silbro's Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1942.

L. DÉSILETS,  
1710-o Deputy Attorney General.

**"United Machine Works Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of July, 1942, incorporating: Aage N. C. Lynge, Manager, Sam A. Doubilet, Chartered Accountant, and Doris Stein, Stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as dealers, merchants, and manufacturers of all types of machinery and tools, motors and dynamos including finishing, tempering, plating and grinding.

To carry on the business of general repairs of tools and machinery, motors and dynamos, under the name of "United Machine Works Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1942.

P. FRENETTE,  
1711-o Acting Deputy Attorney General.

**"La Huronne, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juillet 1942, constituant en corporation: George Noël, comptable, Jean L'Ecuyer, commis, et Marguerite Allard, sténographe, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sujet au consentement préalable du Surintendant des Assurance,

Agir comme agents, représentants ou gérants de toute personne, société, association ou compagnie, constituée en corporation ou non, dûment autorisée à faire affaires comme assureurs;

Faire affaires comme courtiers en assurance; agir comme intermédiaires entre assureurs et assurés; aider et conseiller les assurés relativement au choix de leurs polices et à l'étendue des risques à courir, sous le nom de "La Huronne Limitée".

Le montant du capital actions de la compagnie sera de quatre-vingt-dix (90) actions sans valeur au pair ou nominale et cent (100) actions privilégiées d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de sept cents dollars (\$700.00)

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,

1732-o Assistant-procureur général int.

**"La Huronne, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July 1942, incorporating: George Noël, accountant, Jean L'Ecuyer, clerk, and Marguerite Allard, stenographer, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance:

To act as agents, representatives or managers for any person, firm, association or company, whether incorporated or not, duly authorized to carry on business as insurers;

To carry on business as insurance brokers; to act as intermediaries between the insurers and the insured; to assist and advise the insured respecting the choice of policies and the scope of the risks to be taken, under the name of "La Huronne, Limitée".

The amount of capital stock of the company shall be ninety (90) shares without par or nominal value and one hundred (100) preferred shares of a par value of twenty-five dollars (\$25.00) each, and the amount of total capital with which the company shall commence its operations shall be seven hundred dollars (\$700).

The head office of the company shall be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1942.

P. FRENETTE,

1732 Acting Deputy Attorney General.

**Lettres Patentes Supplémentaires****Supplementary Letters Patent****"Continental Distributing Co. Limited"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du trois juillet 1942, à la compagnie "Mikado Company Limited", ratifiant le règlement N° 39 réduisant son capital de \$40,000 à \$20,100, par l'annulation de 199 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le Règlement N° 40 changeant son nom en celui de "Continental Distributing Co. Limited".

Daté du bureau du procureur-général, ce troisième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,

1712 Assistant procureur-général intérimaire.

**"Continental Distributing Co. Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of July, 1942, having been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Mikado Company Limited", ratifying By-law No. 39 reducing its capital from \$40,000. to \$20,100.00, by cancelling 199 common shares of the par value of \$100.00 each, and By-law No. 40 changing its name to that of "Continental Distributing Co. Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1942.

P. FRENETTE,

1712-o Acting Deputy Attorney General.

**"Les Marchands en Quincaillerie Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour de mai 1942, à la compagnie "Les Marchands en Quincaillerie Limitée", ratifiant son Règlement N° 56 augmentant son capital de \$10,000.00 à \$49,900.00, par la création de 399 actions privilégiées additionnelles de \$100.00 chacune.

**"Les Marchands en Quincaillerie Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of May, 1942, to the company "Les Marchands en Quincaillerie Limitée", ratifying its By-law No. 56 increasing its capital from \$10,000., to \$49,900., by the creation of 399 additional preferred shares of \$100., each.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de mai 1942.

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général. 1713-o

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General. 1713

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure. N° 211859 Dame Jeanne Kingdonner Lebeau, épouse commune en biens de Édouard Lebeau, rembourreur d'autos, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Édouard Lebeau, ci-dessus désigné défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 31 juillet 1942.

Montréal, le 3 août 1942.  
Les procureurs de la demanderesse,  
ALMOND, PERRON & MICHAUD. 1733-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 211859: Dame Jeanne Kingdonner Lebeau, wife common as to property of Édouard Lebeau, autobus upholsterer, both of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Édouard Lebeau, above designated, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case the 31st of July, 1942 Montreal, August 3, 1942.

ALMOND, PERRON & MICHAUD,  
Attorneys for plaintiff. 1733

Assurance

Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Avis est par le présent donné que la "Compagnie mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Léon-de-Standon" dans le comté de Dorchester, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre, et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299 S.R.Q. 1941,) ce trentième jour de juillet 1942.

Le surintendant des Assurances,  
GEORGES LAFRANCE,  
1682-31-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Léon-de-Standon" in the county of Dorchester has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S.Q. 1941, this thirtieth day of July 1942.

Superintendent of Insurance,  
GEORGES LAFRANCE,  
1682-31-2-o For the Treasurer of the Province.

Avis divers

Miscellaneous Notices

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY

Avis de la demande de plan

Application and Notice of Deposit of Plan

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Beauharnois Light, Heat and Power Company, corporation dûment incorporée par une loi spéciale de la Législature de Québec, ayant son siège social au numéro 107 ouest de la rue Craig à Montréal, se propose de demander l'approbation d'un plan montrant certains terrains longeant le fleuve St-Laurent dans les paroisses de St-Timothée et Ste-Cécile, dans le

Public notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water-Course Act, that Beauharnois Light, Heat and Power Company, a corporation duly incorporated by special act of the Legislature of Quebec and having its Head Office at 107 Craig Street West, Montreal, intends to apply for approval of a plan showing properties adjacent to the St. Lawrence River in the Parishes of St. Timothée and Ste. Cécile, in the County of Beauharnois, and the Parishes

Comté de Beauharnois, et les paroisses de St-Joseph de Soulanges, St-Ignace du Côteau du Lac, et le village de Côteau du Lac, dans le Comté de Soulanges, affectés par l'exhaussement du niveau de l'eau dans cette partie du fleuve jusqu'à la cote 140 approximativement, par suite de travaux remédiateurs construits dans la rivière St-Laurent par le requérant.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée du plan indiquant les terrains ainsi affectés a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ce plan a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, et au bureau d'enregistrement de Soulanges, à Côteau Landing.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Montréal, le 15 juillet, 1942.

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER  
[Seal] COMPANY,  
Le secrétaire,  
C. C. PARKES.  
1595-29-4-o

of St. Joseph de Soulanges, St. Ignace du Coteau du Lac, and the Village of Coteau du Lac, in the County of Soulanges, affected by the raising of the water in that section of the river up to approximately elevation 140, as a result of remedial works constructed in the River St. Lawrence by the said applicant.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by a plan showing the lands so affected has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plan has been deposited at the Registry Offices for the Registration Division of Beauharnois, at Beauharnois, and for the Registration Division of Soulanges, at Coteau Landing.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Montreal, July 15th, 1942.

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER  
[Seal] COMPANY,  
C. C. PARKES,  
Secretary.  
1595-29-4-o

Province de Québec, district de Montréal, numéro 196732, cour supérieure. Dans l'affaire de Samuel Kupchick, garçon de table, des cité et district de Montréal, débiteur cédant.

Avis est donné par les présentes que ledit débiteur a, ce jour, fait l'abandon et la cession de ses biens au bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, district de Montréal.

Montréal, le 28 juillet 1942.

Le gardien provisoire,  
(signé) SAM LINDER.  
1714

Province of Quebec, District of Montreal, Number 196732, Superior Court, In The Matter of Samuel Kupchick, Waiter, of the City and District of Montreal, Insolvent Debtor.

Notice is given by these presents that the said Debtor has this day made an abandonment and cession of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the Prothonotary of the Superior Court, District of Montreal.

Montreal, July 28th, 1942.

(Signed) SAM LINDER,  
Provisional Guardian.  
1714-o

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 63, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-huit juillet 1942.

Le siège social de l'association sera à Amqui, comté de Matapédia, P.Q.

Le sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.  
1716-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-JOSEPH DE SOREL  
Comté de Richelieu

Avis est par les présentes donné par moi, Gérard Cournoyer, secrétaire-trésorier de la Municipalité du village de St-Joseph, qu'à sa dernière séance, tenue le (14) quatorzième jour de juillet 1942, le Conseil Municipal de la dite municipalité a décidé par résolution de demander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, l'émission de lettres patentes, en vertu de la loi, chapitre 233 des statuts refondus de la Province de Québec (1941) érigeant le territoire de la municipalité du village de St-Joseph de Sorel, en municipalité de ville, sous le nom de "Ville de St-Joseph de Sorel."

Les limites de la nouvelle municipalité seront les mêmes que les limites actuelles de la municipalité du village.

Le chiffre actuel de la population, tel que constaté au dernier recensement par deux énumérateurs spécialement nommés à cette fin, est de 2379.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 63", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the twenty-eighth of July, 1942.

The principal place of business of the association shall be at Amqui, county of Matapédia, P. Q.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.  
1716

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST. JOSEPH DE SOREL  
County of Richelieu

Notice is hereby given by me, Gérard Cournoyer, Secretary-Treasurer of the Municipality of the Village of St. Joseph, that at its last meeting held the fourteenth (14th) day of July, 1942, the Municipal Council of the said municipality decided, by resolution, to apply to the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent to be issued in conformity with the Act, chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec (1941), erecting the territory of the Village Municipality St. Joseph de Sorel, into a Town Municipality, under the name of "Town of St. Joseph de Sorel".

The limits of the new Municipality shall be the same as the present limits of the Village Municipality.

The present population calculated according to the last census by two enumerators specially appointed for such purpose, is 2379.

Donné au village de St-Joseph de Sorel, ce 29ième jour de juillet 1942.

Le secrétaire-trésorier,  
G. COURNOYER. 1718-32-4-o

Given at the Village of St. Joseph de Sorel, this 29th day of July, 1942.

G. COURNOYER,  
Secretary-Treasurer.

AVIS

La compagnie "Calumet Mines Limited (libre de responsabilité personnelle) a cessé d'exercer son commerce excepté pour fins de ventilation de ses affaires, et qu'elle n'a aucunes dettes ni obligations, auxquelles il n'a pas été pourvu ou protégé, a adopté un règlement pour la distribution de son actif entre ses actionnaires, consistant seulement en actions et billets de la compagnie "New Calumet Mines Limited (libre de responsabilité personnelle) et suivant la considération pour la vente de son commerce et actif à ladite compagnie "New Calumet Mines Limited (libre de responsabilité personnelle) et, à l'expiration de quinze (15) jours de la publication de cet avis, en accord avec ledit règlement, procédera à la distribution de son actif entre ses actionnaires.

Après la distribution de son actif, la compagnie "Calumet Mines Limited (libre de responsabilité personnelle) demandera subséquemment la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 31 juillet 1942.

(Seau) Le secrétaire,  
1721 J. FORBES.

NOTICE

Calumet Mines Limited (No Personal Liability) having ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and having no debts or obligations that have not been provided for or protected, has adopted a by-law for distribution among its shareholders of its assets, consisting solely in shares and notes of New Calumet Mines Limited (No Personal Liability) and being the consideration for the sale of its business and assets to the said New Calumet Mines Limited (No Personal Liability) and, upon expiration of fifteen (15) days from publication of this notice, it will, in accordance with the said by-law, proceed to distribution of such assets among its shareholders.

Upon such distribution of its assets, Calumet Mines Limited (No Personal Liability) will forthwith apply for leave to surrender its charter.

Montreal, July 31st, 1942.

(Seal) J. FORBES,  
1721-o Secretary.

Bureau-Chef

Chief-Office

Province de Québec, District de Montréal

Province of Quebec, District of Montreal

LA HURONNE, LIMITÉE

LA HURONNE, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que La Huronne, Limitée, incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 14 juillet, 1942, et ayant son bureau-chef en la Cité de Montréal, a établi son bureau à 276 ouest rue St-Jacques, Montréal.

Notice is hereby given that La Huronne, Limited, incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 14th day of July, 1942, and having its head office at the City of Montreal, has established its head office at 276 St. James Street West, Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, ce 15 juillet, 1942.

Dated at Montreal, this 15th day of July, 1942.

Le président,  
1722-o P. E. LETOURNEAU.

P. E. LETOURNEAU,  
1722-o President.

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

Avis est par les présentes donné que d'après la section 1 de la loi des compagnies de Québec La Cie de Construction d'Hochelaga Ltée, dûment incorporée par lettres patentes de la province de Québec, en date du 22ème jour de novembre 1932, demandera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec la permission de faire cession desdites lettres patentes et charte, dissolvant ainsi la compagnie.

Daté à Montréal, ce 22ème jour de juin 1942.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, "La Cie de Construction d'Hochelaga Ltée", duly incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of November, 1932, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for cancellation of its letters patent and leave to surrender its charter, thus dissolving the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of June, 1942.

Le procureur de La Cie de  
Construction d'Hochelaga Ltée,  
1715-o ÉDOUARD BERNARD, avocat.

ÉDOUARD BERNARD, advocate,  
Attorney for La Cie de  
construction d'Hochelaga Ltée.

## TERRACE CLUB, INC.

Conformément à la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Terrace Club, Inc. donne par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en vertu de l'article 26 de ladite Loi pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur de fixer.

Québec, le 5 août 1942.

1735

Le secrétaire,  
T. H. BUTTIMORE.

## TERRACE CLUB INC.

Pursuant to the Quebec Companies' Act, Terrace Club, Inc. does hereby give notice that it will apply to the Lieutenant-Governor under Section 26 of the said Act for leave to surrender its Charter from and after the date which the Lieutenant-Governor may determine.

Quebec, August 5, 1942.

1735-o

T. H. BUTTIMORE,  
Secretary.

## Département de la Colonisation

Ordonnance pour la fermeture du chemin de front et de la route passant sur les lots 44 et 45 rang Mistassini, canton Pelletier, comté de Roberval.

Attendu que La Corporation Municipale de St-Stanislas, comté de Roberval, par une résolution en date du 6 juillet 1942, demande la fermeture du chemin de front et de la route passant sur les lots 44 et 45, rang Mistassini, canton Pelletier, et que copie de la dite résolution a été déposés dans les archives du département de la Colonisation;

Attendu que la raison alléguée à l'appui de cette demande est que ce chemin est devenu inutile et que son entretien serait trop dispendieux pour la municipalité;

Attendu qu'il n'y a aucune objection à ce que le dit chemin soit fermé;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 16 du chapitre 108 de nos Statuts de la province de Québec, (1941), ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du ministre de la Colonisation, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence, pour me conformer au désir de La Corporation Municipale de St-Stanislas, comté de Roberval, en ma qualité de sous-ministre de la Colonisation, j'autorise la Corporation Municipale de St-Stanislas, à fermer le chemin plus haut mentionné et à remettre les terrains qu'il occupe à leurs propriétaires ou successeurs.

Québec, le 1er août 1942.

1731-o

Le sous-ministre de la Colonisation,  
LÉO. BROWN.

## Department of Colonization

Ordinance for the closing of the Front Road and the by-road passing over lots 44 and 45, Mistassini Range, Township Pelletier, county of Roberval.

Whereas the Municipal Corporation of St. Stanislas, county of Roberval, by a resolution dated the 6th of July, 1942, requests the closing of the Front Road and the By-road passing over lots 44 and 45, Mistassini Range, Township Pelletier, and that a copy of the said resolution has been filed in the Archives of the Department of Colonisation;

Whereas the alleged reason in support of said request is that the said road has become useless and that its maintenance would be too expensive for the Municipality;

Whereas there is no objection to the closing of the said road;

Whereas it is expedient to grant this request and that pursuant to article 16 of chapter 108 of Our Statutes of the Province of Québec, (1941), the said road cannot be closed without an ordinance from the Minister of Colonisation, Government monies having been spent thereon;

Therefore, to comply with the desire of the Municipal Corporation of St. Stanislas, county of Roberval, in my quality of Deputy Minister of Colonisation, I authorise the Municipal Corporation of St. Stanislas, to close the road above mentioned and to return the lots of land occupied by it to their owners or successors.

Québec, August 1, 1942.

1731

LÉO BROWN,  
Deputy Minister of Colonisation.

## Département de l'Instruction publique

N° 887-41

Québec, le 28 juillet 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, dans le comté de Rimouski, les lots 1 à 23 inclusivement du premier rang de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur pour les annexer à la ville de Saint-Germain-de-Rimouski.

1702-31-2-o

Le surintendant,  
VICTOR DORÉ.

No. 416-42

Québec, le 6 août 1942.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Philippe-de-Philipsburg, comté de Missisquoi, le territoire suivant: "Les lots 229 à 237 inclusivement du canton de Stanbridge qui

## Department of Public Instruction

No. 887-41

Québec, July 28, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, in the county of Rimouski, lots 1 to 23 inclusively of the First Range of the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, to annex them to the Town of Saint-Germain-de-Rimouski.

1702-31-2

VICTOR DORÉ,  
Superintendent.

No. 416-42

Québec, August 6, 1942

Application is made to annex to the School Municipality of St-Philippe-de-Philipsburg, County of Missisquoi, the following territory: Lots 229 to 237 inclusively of the Township Stan-

seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Damien-de-Standbridge; les lots Nos 19, 28, 29, 30, 32, 33, 203 du même canton qui seront détachés de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Vérone, dans le même comté.

1751-32-2-0 Pour le Surintendant,  
B. O. FILTEAU.

N° 798-42

Québec, le 6 août 1942.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Viel, dans le comté de Témiscouata, en celui de Saint-Michel-de-Squateck.

1750-32-2-0 Pour le Surintendant,  
B.-O. FILTEAU.

N° 584-42

Québec, le 6 août 1942.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Sherbrooke, dans le comté du même nom, le territoire suivant qui sera détaché de la municipalité scolaire d'Ascot:

"Un territoire situé dans les cantons d'Ascot et d'Orford, faisant actuellement partie des municipalités d'Ascot, de Rock Forest et du canton d'Orford, et dont les limites se décrivent comme suit: à savoir: partant du point d'intersection de la limite sud de la cité de Sherbrooke avec la limite ouest de la ville de Lennoxville au sommet de l'angle nord-est du lot N° 15a, rang VII, du cadastre officiel pour le canton d'Ascot; de là en référant audit cadastre, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne est du lot N° 15a, rang VII, les lignes sud des lots 15a, des rangs VII, VIII, Nos 15b, 15g, 15h du rang IX, Nos 15a, 15c, 15d, 15f, 15h du rang IX, Nos 15a, 15c, 15d, 15f, 15h, du rang X la ligne est et la ligne sud du lot N° 14c du rang XI, cette dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Magog, ledit axe de la rivière Magog en le suivant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne sud du N° 168 du cadastre officiel pour le canton d'Orford; et en référant audit cadastre officiel pour le canton d'Orford, ledit prolongement et ladite ligne sud du N° 168 jusqu'au côté sud-est de l'emprise de chemin de fer Canadien Pacifique suivant une courbe déviant à droite jusqu'à la limite de la cité de Sherbrooke; de là, suivant la limite actuelle de la cité de Sherbrooke en passant par les lignes et démarcations suivantes: ledit axe du chemin séparant les rangs I et II du canton d'Orford prolongé jusqu'à l'axe de la rivière Magog, l'axe de la rivière Magog jusqu'au prolongement de la ligne est du lot N° 16b, du rang IX, du cadastre officiel du canton d'Ascot, et en référant audit cadastre officiel du canton d'Ascot, ledit prolongement et ladite ligne est du lot N° 16b, rang IX la ligne nord des lots Nos 15c, 15a rang VIII, la ligne ouest du lot N° 15b, et du lot de subdivision N° 15a-78, rang VIII, les lignes sud et est dudit lot de subdivision N° 15a-78, rang VIII, et les lignes nord des lots Nos 15a, rang VIII, et 15a rang VII, jusqu'au point de départ."

1752-32-2-0 Pour le surintendant,  
B.-O. FILTEAU.

N° 637-42

Québec, le 31 juillet 1942.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Dominique-du-Rosaire, dans le

bridge, which shall be detached from the School Municipality of Saint-Damien-de-Stanbridge; lots Nos. 19, 28, 29, 30, 32, 33, 203 of the same township, which shall be detached from the School Municipality of St-Pierre-de-Vérone, in the same county.

1751-32-2 B. O. FILTEAU,  
For the Superintendent

No. 798-42

Quebec, August 6, 1942.

Application is made to change the name of the School Municipality of Saint-Joseph-de-Viel, in the county of Témiscouata, into that of Saint-Michel-de-Squateck.

1750-32-2 B. O. FILTEAU,  
For the Superintendent.

No. 584-42

Quebec, August 6, 1942.

Application is made to annex to the School Municipality of the City of Sherbrooke, in the county of the same name, the following territory which shall be detached from the School Municipality of Ascot:

A territory situate in the Townships of Ascot and Orford, forming actually part of the Municipalities of Ascot, Rock Forest and the Township Orford, and whereof the limits are described as follows: to wit: Starting at the point of intersection of the South limit of the City of Sherbrooke with the West limit of the Town of Lennoxville at the summit of the North-East corner of lot No. 15a, Range VII, of the official cadastre for the Township Ascot; thence, with reference to the official cadastre, passing successively by the following lines and limitations: the East line of lot No. 15a, Range VII, the South lines of lots 15a, of Ranges VII, VIII, Nos. 15b, 15g, 15h, of Range IX, Nos. 15a, 15c, 15d, 15f, 15h, of Range IX, Nos. 15a, 15c, 15d, 15f, 15h, of Range X, the East line and the South line of lot No. 14c of Range XI, this last prolonged to the axis of the Magog River, the said axis of the Magog River following it Northward to the prolongation of the South line of No. 168 of the official cadastre for the Township Orford; and with reference to the said official cadastre for the Township Orford, the said prolongation and the said South line of No. 168 as far as the South-East side of the right of way of the Canadian Pacific Railway following a curve deviating towards the right to the limit of the City of Sherbrooke; thence, following the present limit of the City of Sherbrooke passing by the following lines and limitations; the said axis of the road separating Ranges I and II of the Township Orford prolonged to the axis of the Magog River, the axis of the Magog river to the prolongation of the East line of lot No. 16b, Range IX, of the official cadastre of the Township Ascot, and with reference to the said official cadastre for the Township Ascot, the said prolongation and the said East line of lot No. 16b, Range IX, the North line of lots Nos. 15c, 15a Range VIII, the West line of lot No. 15b, and of subdivision lot No. 15a-78, Range VIII, the South and East lines of subdivision lot No. 15a-78, Range VIII, and the North lines of lots Nos. 15a, Range VIII, and 15a, Range VII, to the starting point.

1752-32-2 B. O. FILTEAU,  
For the Superintendent.

No. 637-42

Quebec, July 31, 1942.

Application is made to annex to the School Municipality of St-Dominique-du-Rosaire, in

comté de l'Abitibi, les lots 21 à 24 inclusivement du rang IX du canton de Béarn qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

1717—32-2-o

Le secrétaire,  
B.-O. FILTEAU.

the County of Abitibi, lots 21 to 24 inclusively of Range IX of the Township Béarn which have not yet been organized as regards Schools.

1717—32-2

B.-O. FILTEAU.  
Secretary.

### Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par Mtre Malcolm MacLennan, notaire, demeurant à Mont-Royal et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Mtre John Fleming Reddy, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 27 juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,  
1662—31-5-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par Mtre Malcolm MacLennan, notaire, demeurant à Mont-Royal et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Mtre William-B.-S. Reddy, qui a cessé de pratiquer comme notaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 27 juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,  
1663—31-5-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Maurice Delâge, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur le notaire Aurèle Leclerc, registrateur, de Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, ce 3 juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,  
1720—32-5-o JEAN BRUCHESI.

### Nominations

N° 1323-el

Québec, le 31 juillet 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 24 juillet 1942, de nommer monsieur Fortunat Gingras au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Anges-de-Montauban, comté de Portneuf.

N° 48-el

Québec, le 4 août 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1942, de nommer monsieur Elphège Tessier au poste de commissaire d'écoles pour la

### Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mtre Malcolm MacLennan, Notary, residing at Mount Royal and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mtre John Fleming Reddy, in his lifetime Notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, this 27th July, 1942.

JEAN BRUCHESI,  
1662—31-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mtre Malcolm MacLennan, Notary, residing at Mount Royal and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mtre William B. S. Reddy, who has ceased to practise as Notary, of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, July 27, 1942.

JEAN BRUCHESI,  
1663—31-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Maurice Delâge, Notary, residing and practising at Quebec, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Notary Aurèle Leclerc, Registrar, of Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, July 3, 1942.

JEAN BRUCHESI,  
1720—32-5 Under Secretary of the Province.

### Appointments

N° 1323-el

Quebec, July 31, 1942.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated the 24th of July, 1942, to appoint Mr. Fortunat Gingras as School Commissioner for the School Municipality of Notre-Dame-des-Anges-de-Montauban, county of Portneuf.

No. 48-el

Quebec, August 4, 1942.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 30th July, 1942, to appoint Mr. Elphège Tessier as School Commissioner for the School

municipalité scolaire de la paroisse de St-David, dans le comté de Yamaska.

Municipality of the parish of St-David, in the county of Yamaska.

N° 326-el

No. 326-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1942, de nommer M. Onésiphore Gauthier au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Cécile, dans le comté de Beauharnois.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 30th July, 1942, to appoint Mr. Onésiphore Gauthier as School Commissioner for the School Municipality of the parish of Ste-Cécile, in the county of Beauharnois.

N° 614-el

No. 614-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1942, de nommer M. Rémi Bricault au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Farnham-Ouest, paroisse, comté de Missisquoi.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 30th July, 1942, to appoint Mr. Rémi Bricault as School Commissioner for the School Municipality of Farnham-West, Parish, county of Missisquoi.

N° 931-el

No. 931-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1942, de nommer monsieur François Gagné au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Joseph-de-Lepage, dans le comté de Matane. 1730-o

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 30th July, 1942, to appoint Mr. François Gagné as School Commissioner for the School Municipality of St-Joseph-de-Lepage, in the county of Matane. 1730

## Soumissions

## Tenders

### LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC

### THE QUEBEC STREAMS COMMISSION

#### Avis aux Entrepreneurs

#### Request for Tenders

Des soumissions cachetées, adressées au président de la Commission des Eaux Courantes de Québec, aux soins de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, Edifices du Parlement, Québec, seront reçues jusqu'à midi, mercredi le 19 août 1942, pour la construction du barrage-réservoir du Lac Morin, sur la rivière Fourchue, tributaire de la Rivière-du-Loup, dans le comté de Kamouraska-Rivière-du-Loup, comprenant une partie en béton avec digues mixtes en enrochements et en terre et tous autres travaux requis pour la création de ce réservoir.

Sealed tenders, addressed to the President of the Quebec Streams Commission, care of The Honourable Minister of Lands and Forest, Parliament Buildings, Quebec, will be received until noon Wednesday, August 19th, 1942, for the construction of Lake Morin Storage Works, on River Fourchue, tributary to River-du-Loup, in the county of Kamouraska-Rivière-du-Loup, consisting of a concrete section and rock-fill and earth embankments, and all other appurtenant works required.

Copies des plans, du devis et cahier des charges, et de la formule de soumission, pourront être obtenues au bureau de la Commission des Eaux Courantes, chambre 222, Nouveau Palais de Justice, Montréal.

A print of the plans, specification and form of tender, may be obtained on application to The Quebec Streams Commission's office, Room 222, New Court House, Montreal.

On ne prendra en considération que les soumissions rédigées sur les formules régulières fournies par la Commission. Il s'agit d'un contrat généralement désigné: "Au prix coûtant plus une rémunération fixe".

Only tenders made on the regular forms supplied by the Commission will be considered. The contract to be agreed upon is commonly known as: "Cost plus a fixed fee".

La soumission portera donc sur le montant fixe exigé par l'entrepreneur comme rémunération pour ses services comme agent de la Commission et sur le loyer qu'il exigera pour l'usage de son outillage, équipement et machinerie.

The tender shall then be based on the fixed amount demanded by the Contractor for his services as agent for the Commission, and on the amount of rental for his plant, equipment and machinery.

L'entrepreneur devra prouver à La Commission qu'il possède l'expérience nécessaire pour conduire les travaux; il devra aussi fournir une liste de l'outillage, équipement et machinerie qu'il se propose d'utiliser pour parfaire l'ouvrage.

The Contractor shall give to the Commission evidence of his experience and competency to execute the work; he shall also furnish a list of all plant, equipment and machinery which he proposes to use for this construction.

Une soumission ne sera pas acceptée si la Commission considère que le soumissionnaire n'a pas l'expérience requise ou ne dispose pas d'outillage suffisant.

No tender will be accepted if the Commission deems that the tenderer has not the required experience or cannot supply the necessary equipment.

La Commission des Eaux Courantes ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Montréal, le 4 août 1942.

1723—32-2-o

Le vice-président,  
O. LEFEBVRE.

The Quebec Streams does not bind itself to accept the lowest or any tender.

Montreal, August 4th, 1942.

1723—32-2-o

O. LEFEBVRE,  
Vice-President.

### Vente par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à la Malbaie, dans le district de Saguenay, le 18 mai 1942, dans une cause de FERDINAND BOUCHARD & LUDGER GIRARD, tous deux de la rivière Malbaie, cultivateurs, demandeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

1° Une terre située en la municipalité de la rivière Malbaie, en le rang de Fraserville, comté de Charlevoix, avec bâtisses et dépendances dessus construites, pouvant mesurer deux arpents de largeur par trente arpents de profondeur, étant et composant ladite terre le lot numéro trois cent huit (N° 308) des plan et livre de renvoi officiels de la Malbaie, comté de Charlevoix;

2° Une terre située en la même municipalité, en le rang Ste-Julie, susdit comté, pouvant mesurer deux arpents de largeur par vingt-neuf arpents de profondeur, étant et composant ladite terre le lot numéro deux cent dix-huit (N° 218) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Malbaie, susdit comté;

3° Une terre située en la même municipalité et en le même rang Ste-Julie, susdit comté, pouvant mesurer trois arpents de largeur par vingt-huit arpents et cinq perches de profondeur, étant et composant ladite terre le lot numéro deux cent dix-neuf (N° 219) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de La Malbaie, susdit comté;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice, à la Malbaie, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

La Malbaie, 23 juillet 1942.

1658—31-2-o

Le procureur des demandeurs,  
ANTONIO GERVAIS.

### Sale by Licitacion

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at La Malbaie, in the district of Saguenay, the 18th of May, 1942, in a case of FERDINAND BOUCHARD & LUDGER GIRARD, both of Rivière Malbaie, farmers, plaintiffs, ordering the licitation of certain immovables designated as follows:

1. A farm situate in the Municipality of the Rivière Malbaie, in the Fraserville Range, County of Charlevoix—with buildings and dependencies thereon erected, measuring about two arpents in width by thirty arpents in depth, the said farm being and composed of lot number three hundred and eight (No. 308) on the official plan and in the book of reference of La Malbaie, county of Charlevoix;

2. A farm situate in the same municipality, in the Ste-Julie Range, aforesaid county, measuring about two arpents in width by twenty-nine arpents in depth, the said farm being and composed of lot number two hundred and eighteen (218) on the official plan and book of reference of the parish of La Malbaie, aforesaid county;

3. A farm situate in the same municipality and in the same Ste-Julie Range, aforesaid county, measuring about three arpents in width by twenty-eight arpents and five perches in depth, the said farm being and composed of lot number two hundred and nineteen (No. 219) on the official plan and book of reference of the parish of La Malbaie, aforesaid county;

The above described immovables shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, the FOURTH day of the month of SEPTEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, in the Prothonotary's Office, at the Court House, at La Malbaie, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

La Malbaie, July 23, 1942.

1658—31-2

ANTONIO GERVAIS,  
Attorney for Plaintiffs.

### Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, District de Montréal

VILLE SAINT-LAURENT  
Comté Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné par Henri Lapointe, Greffier de la Ville Saint-Laurent,

### Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec, District of Montreal

TOWN OF ST. LAURENT  
County of Jacques Cartier

Public notice is hereby given by Henri Lapointe, clerk of the Town of St. Laurent that the

que les immeubles ci-dessous seront vendus à l'enchère publique à la salle de l'École Beaudet en la Ville Saint-Laurent, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT mil neuf cent quarante-deux (25 août 1942) à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire) pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales et cotisations scolaires avec intérêts mentionnées dans l'état ci-dessous ainsi que des frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

immovables hereinafter described will be sold by public auction, at the Beaudet School in the Town of St. Laurent, TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST nineteen hundred and forty-two, (August the 25th, 1942) at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time) to satisfy to the payment of the Municipal (ordinary and special) and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement and the cost which shall be subsequently incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom du Propriétaire Name of Owner	Numéros - Numbers Cadastré et subdivisions Cadastral and subdivisions
Charlebois, C. T., succ.-estate.....	242-80
Woronka, Georges.....	242-781a, 782a, 783a
Burns, Mde-Mrs. A. Vve-Widow.....	242-866a, 867a, 868a
Hill, R. G.....	241-67, 235
Wright, Mde-Mrs. A. Vve-Widow.....	241-277, 278
Butler, H. G.....	241-217
Dixon, C. T., succ.-estate.....	241-2a, 3a, 4a, 5, 6
Armstrong, T. A.....	241-7, 8, 9
Watkins, Ed.....	241-82, 83
Campbell, I., succ.-estate.....	241-249, 250, 251, 252
Wiggins, John.....	465-279
Carta, Rosette, Marguerite, Antoinette & Marie.....	465-320
Aumais, J.-A.....	465-633

Un emplacement situé sur la rue St-Mathieu, en la ville Saint-Laurent appartenant à MM. Ludger et Pierre Boyer connu comme faisant partie du numéro 455 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent contenant 54 pieds de front sur 143 pieds de profondeur, plus ou moins, tenant en front à la dite rue St-Mathieu en arrière à une partie du numéro originaire quatre cent cinquante-quatre, subdivision 248, appartenant à M. Joseph Gohier, joignant d'un côté Paul-Emile Laperrière et de l'autre côté Joseph Hébert, avec bâtisses dessus érigées.

An emplacement situated on St. Matthew Street in the town of St. Laurent, belonging to Messrs. Ludger and Pierre Boyer, known and designated as forming part of number four hundred and fifty-five (P.455) of the plan and book of reference of the parish of St. Laurent, containing 54 feet in front by 143 feet in depth, more or less, bounded in front on said St. Matthew Street, in rear on a part of original number four hundred and fifty-four, subdivision number two hundred and forty-eight (454-248) belonging to Joseph Gohier, joining on one side, Paul-Emile Laperrière and on the other side Joseph Hébert, with buildings erected thereon.

Un certain emplacement situé dans la ville Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier, appartenant à Madame Vve James Patton composé des lots suivants:

A certain emplacement situated in the town of St. Laurent in the county of Jacques Cartier, belonging to Mrs. Widow James Patton composed of the following lots:

A.—De la plus grande partie du lot originaire numéro deux cent quarante-deux, subdivision officielle numéro cinq cent soixante-quinze lettre A, (242-P575a) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, étant en réalité le lot total, exception faite d'une lisière de terrain de vingt-cinq pieds de largeur par vingt pieds de profondeur dans la ligne nord-est dudit lot, pour l'élargissement du Boulevard O'Brien; ladite partie du lot numéro 575a de ladite subdivision présentement vendue étant bornée dans la ligne nord-ouest par la subdivision numéro 611a, dans la ligne sud-est par la subdivision numéro 576a et dans la ligne nord-est par le résidu du dit lot de ladite subdivision 575a qui a été détaché pour l'élargissement dudit Boulevard O'Brien.

A.—Of the largest part of the original lot number two hundred and forty-two official subdivision number five hundred and seventy-five letter A (242-P.575a) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, being in fact the total lot exception being made of a part of land of twenty-five feet in width by twenty feet in depth in the north-east line of said lot for the widening of O'Brien Boulevard the said part of lot number 575a of said subdivision presently sold being bounded in the north-west line by the subdivision number 574a in the south-west line by the subdivision number 611a in the south-east line by the subdivision number 576a in the north-east line by the residue of said lot of said subdivision number 575a which has been detached for the widening of O'Brien Boulevard.

Un certain emplacement situé dans la ville Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier appartenant à Madame Vve James Patton composé des lots suivants:

A certain emplacement situated in the town of St. Laurent in the county of Jacques Cartier, belonging to Mrs. Widow James Patton composed of the following lots:

B.—De la plus grande partie du lot originaire numéro deux cent quarante-deux, subdivision officielle numéro cinq cent soixante-seize lettre A, (242-P576a) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent étant en réalité le lot total, exception faite d'une lisière de terrain de vingt-cinq pieds de largeur par vingt pieds de profondeur dans la ligne nord-est dudit lot, pour l'élargissement du Boulevard O'Brien; ladite partie du lot numéro 576a de ladite subdivision présentement vendue étant bornée dans la ligne nord-ouest par la subdivision numéro 575a dans la ligne sud-ouest par la subdivision numéro 612a dans la ligne sud-est par la subdivision numéro 577a et dans la ligne nord-est par le résidu du lot de ladite subdivision 576a qui a été détaché pour l'élargissement dudit Boulevard O'Brien.

B.—Of the largest part of the original lot number two hundred forty-two official subdivision number five hundred and seventy-six letter A, (242-P.576a) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, being in fact the total lot exception being made of a part of land of twenty-five feet in width by twenty feet in depth in the north-east line of said lot for the widening of O'Brien Boulevard, the said part of lot number 576a of said subdivision presently sold being bounded in the north-west line by the subdivision number 575a in the south-west line by the subdivision number 612a in the south-east line by the subdivision number 577a and in the north-west line by the residue of said lot of said subdivision number 576a which has been detached for the widening of O'Brien Boulevard.

Un certain emplacement situé dans la Ville Saint-Laurent appartenant à M. René Daoust composé des lots suivants:

A certain emplacement situated in the town of St. Laurent, belonging to M. René Daoust, composed of the following lots:

A.—D'une lisière de terrain mesurant 14 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur mesure anglaise plus ou moins, faisant partie du lot de terre numéro quarante-trois, subdivision du lot originaire numéro quatre cent cinquante-trois (453-P.43) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, bornée en front par la rue Filiatrault, d'un côté au sud-est par

A.—Of a strip of land measuring fourteen feet in width (14') by ninety feet in depth (90') english measure more or less, official subdivision number four hundred and fifty-three of part of lot number forty-three (453-43) of the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent bounded in front by Filiatrault Street, on the south-east line by lot subdivision number

le lot numéro 42 subdivision dudit lot originaire N° 453, (453-42) et de l'autre côté au nord-ouest et en arrière par le résidu dudit lot numéro 453-43 des susdits plan et livre de renvoi officiels.

B.—D'une lisière de terrain faisant partie du lot numéro quarante-deux subdivision du lot numéro quatre cent cinquante-trois (453-P.42) des susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant 26 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, cette lisière de terrain bornée en front par la dite rue Filiatrault d'un côté au nord-ouest par la lisière de terrain en premier lieu sus-décrite faisant partie du lot numéro 453-43 et de l'autre côté et en arrière par le résidu du lot N° 453-42 des susdits plan et livre de renvoi officiels tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit lopin de terre sus-décrit la venderesse faisant réserve expresse d'un droit de passage à pied et en voiture sur une lisière de terrain de 8 pieds de largeur prise sur le côté sud-est de la lisière de terrain en second lieu sus-décrite faisant partie dudit lot numéro 453-42.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la Paroisse Saint-Laurent et situés dans la Ville Saint-Laurent.

Donné en la Ville Saint-Laurent, ce vingtième jour de juillet mil neuf cent quarante-deux (20 juillet 1942).

1675-31-2-0 Le greffier,  
HENRI LAPOINTE.

Province de Québec.—District de Chicoutimi.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 4 août 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, à Ste-Anne, le TROIS SEPTEMBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, ledit immeuble sera retiré de la vente si les versements échus sur les taxes consolidées et toutes les taxes municipales exigibles, à l'exception de celles de l'année 1942, sont payés avant le moment de la vente.

1. Mme Vve Alfred Lespérance.—Le lot numéro 107 situé dans le premier rang ouest du canton Tremblay, ainsi connu et désigné au cadastre officiel du village de Ste-Anne, avec bâtisses et dépendances, et toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Anne-de-Chicoutimi, ce 3 août 1942.

1734-32-2-0 Le secrétaire-trésorier,  
JEAN BOUCHER.  
[Première publication, 1er août 1942 est nulle.]

42 of original number 453, (453-42); on the north-west line and in rear by the residue of said lot number 453-43 of the said plan and book of reference of the parish of St. Laurent.

B.—Of a strip of land being part of lot subdivision number forty-two of the original lot number four hundred and fifty-three (453-P.42) of the said plan and book of reference of the parish of St. Laurent measuring twenty-six feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, said strip of land bounded in front by said Filiatrault street; in the north-west line by the strip of land above described forming part of lot No. 453-43; on the other side and in rear by the residue of lot number 453-42 of the said plan and book of reference, as the whole now subsists with all active and passive, apparent or occult servitudes attached to the said strip of land above described; the vendor making express reserve of a right of way on foot and vehicles on a strip of land of eight feet (8') in width taken on the south-east side of the strip of land here above described forming part of said lot number 453-42.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the Parish of St. Laurent and situated in the Town of St. Laurent.

Given at the Town of St. Laurent this twentieth day of July nineteen hundred and forty-two (July the 20th 1942).

1675-31-2-0 HENRI LAPOINTE,  
Clerk.

Province of Quebec.—District of Chicoutimi.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 4th August, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of articles 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the Municipality of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently, the said immovable shall be sold by public auction, in the Council Room of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, at Ste-Anne, the THIRD of SEPTEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable shall be withdrawn from the sale if the instalments due on the consolidated taxes and all the municipal taxes due, with the exception of those for the year 1942, be paid before the sale.

1. Mrs. Wid. Alfred Lespérance.—Lot No. 107, situate in the first west range of the township Tremblay, thus known and designated on the official cadastre of the Village of Ste-Anne—with buildings and dependencies, and all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

The purchase price shall be payable immediately.

The sale shall moreover be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Ste-Anne-de-Chicoutimi, this 3rd of August, 1942.

1734-32-2 JEAN BOUCHER,  
Secretary-Treasurer.  
[First publication, August 1st, is null.]

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ABITIBI**

Cour Supérieure

Province de Québec, } **H E A T I N G A N D**  
 District d'Abitibi, } **PL U M B I N G F I -**  
 N° V-543 } **N A N C E L T D .**, un corps  
 politique dûment incorporé suivant la loi, ayant  
 sa principale place d'affaires en la cité de To-  
 ronto, province d'Ontario, (Demanderesse dans  
 l'instance originaire), Saisissante; vs MAURICE  
 A. DUMONT et MARIE ANTOINETTE DU-  
 MONT, de Val d'Or, district d'Abitibi, (Dé-  
 fendeur dans l'instance originaire), Saisi.

Le lot de terre portant le N° 112, subdivision  
 du lot originaire du lot N° 62, du rang 8, ca-  
 dastre officiel du canton Dubuisson, et le lot  
 de terre portant le N° 114, subdivision originaire  
 du lot N° 61, du rang 8, cadastre officiel du  
 Canton Dubuisson, avec bâtisses dessus cons-  
 truites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale  
 de St-Sauveur-les-Mines, de Val d'Or, MARDI,  
 le HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1942,  
 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif, ANTONIO BOURBEAU.  
 Bureau du shérif, Amos, ce 30 juillet 1942. 1724-32-2-0  
 [Première publication, 8 août 1942]

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **J. ERNEST BEAU-**  
 N° 3493 } **J. DOIN**, de la cité de  
 Thetford Mines, journalier aux Mines, deman-  
 deur; vs OMER MORIN, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain terrain situé dans la cité de Thetford  
 Mines, contenant cinq mille pieds carrés, for-  
 mant partie du lot N° 558 du cadastre officiel du  
 canton d'Irlande, dans le comté de Mégantic,  
 étant la subdivision N° 128, tel qu'il apparaît  
 au plan et renvoi déposé au bureau d'enregistre-  
 ment, à Inverness, comme appartenant au dé-  
 fendeur; avec les réserves énumérés à l'acte d'ac-  
 quisition du dit Omer Morin de la Asbestos Cor-  
 poration of Canada, Ltd, passé devant Me. Mo-  
 risset, N.P. le 25 juin 1919; et bâtisses dessus  
 construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
 paroisse de St-Maurice, dans la cité de Thetford  
 Mines, comté de Mégantic, le HUITIÈME jour  
 de SEPTEMBRE 1942, à DEUX heures de  
 l'après-midi.

Le shérif, MAURICE MAHEU.  
 Bureau du shérif, Arthabaska, 4 août 1942. 1725-32-2-0  
 [Première publication, 8 août 1942]

**BEDFORD**

*Fieri Facias de Terris*

Canada, } **L A C O R P O R A T I O N**  
 Province de Québec, } **D U C A N T O N D E**  
 District de Bedford, } **W E S T B O L T O N**, de-  
 Cour Supérieure, } **m a n d e r e s s e ; v s D R .**  
 N° 1162 } **O M E R N O E L**, *es-qua-*  
*lité de curateur d'Office à Dominique Lamoureux,*  
*intérené, défendeur.*

Comme appartenant au défendeur Dominique  
 Lamoureux.

Un morceau de terre connu et désigné comme  
 étant partie du lot de terre numéro quatre cent  
 trente-quatre (434), des plan et livre de renvoi  
 officiels du Canton de Bolton, District de Bed-

**ABITIBI**

Superior Court

Province of Quebec, } **H E A T I N G A N D**  
 District of Abitibi, } **PL U M B I N G F I -**  
 No. V-543 } **N A N C E L T D .**, a body  
 politic and corporate, duly incorporated ac-  
 cording to Law, and having its principal place  
 of business in the city of Toronto, Province of  
 Ontario, (Plaintiff in original suit) Seizing; vs  
 MAURICE A. DUMONT, and MARIE ANTOI-  
 NETTE DUMONT, of Val d'Or, district of  
 Abitibi, (Defendant in original suit) Seized.

The lot of land bearing No. 112, subdivision  
 of original lot No. 62, of Range 8, official ca-  
 dastre of the Township of Dubuisson, and the  
 lot of land bearing No. 114, original subdivision  
 of lot No. 61, Range 8, official cadastre of the  
 Township of Dubuisson—with buildings thereon  
 erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of  
 St-Sauveur-les-Mines, of Val d'Or, TUESDAY,  
 the EIGHTH day of the month of SEPTEM-  
 BER, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIO BOURBEAU,  
 Sheriff's Office, Amos, July 30, 1942. 1724-32-2  
 [First publication, August 8th, 1942]

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **J. ERNEST BEAU-**  
 No. 3493 } **J. DOIN**, of the city  
 of Thetford Mines, workman to the mines,  
 Plaintiff; vs OMER MORIN of the same place,  
 Defendant.

As belonging to the defendant;

A certain ground situated in the city of Thetford  
 Mines, containing five thousand square  
 feet, forming part of lot No. 558 of the official  
 cadastre of township of Irlande, in the county of  
 Mégantic, being the subdivision No. 128, such as  
 appear to plans and reference deposit to the  
 registrar office at Inverness, as belonging to the  
 defendant; with the reserves enumerate at the  
 act of purchasing of the said Omer Morin of the  
 Asbestos Corporation of Canada Ltd, drawn  
 up by Me. Morisset, N.P. , June 25th. 1919,  
 and buildings thereon erected, circumstances  
 and dependencies.

To be sold at the parochial church door of  
 St-Maurice, in the city of Thetford Mines,  
 county of Megantic, the EIGHTH day of  
 SEPTEMBER 1942, at TWO o'clock in the  
 afternoon.

MAURICE MAHEU,  
 Sheriff's Office, Arthabaska, August 4th, 1942. 1725-32-2-0  
 [First publication, August 8th, 1942]

**BEDFORD**

*Fieri Facias de Terris*

Canada, } **T H E C O R P O R A T I O N**  
 Province of Quebec, } **O F T H E T O W N -**  
 District of Bedford, } **S H I P O F W E S T B O L -**  
 Superior Court, } **T O N**, plaintiff; vs DR.  
 No. 1162 } **O M E R N O E L**, *es-qua-*  
*lité of official curator to Dominique Lamoureux,*  
*interned, defendant.*

As belonging to the defendant Dominique  
 Lamoureux:

A parcel of land known and designated as  
 being a part of the lot of land number four  
 hundred and thirty-four (434), on the official  
 plan and in the book of reference for the Town-

ford, commençant au coin sud-ouest du lot 431 des plan et livre de renvoi officiels dudit Canton, ensuite allant vers le sud en suivant la ligne ouest dudit lot 434 jusqu'au côté nord du vieux chemin public, maintenant abandonné, ensuite allant vers l'est en suivant le côté nord dudit vieux chemin à un point opposé au coin sud-est du lot 431, ensuite allant vers le nord au coin sud-est dudit lot 431, ensuite allant vers l'ouest en suivant la ligne sud de ce dernier lot au point de départ, quelle que soit la contenance dudit terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Edouard de Knowlton, en le village de Knowlton, dit District, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE, 1942, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le shérif,  
Bureau du shérif, A. ST. MARTIN.  
Sweetsburg, Qué., ce 4 août 1942, 1729-32-2-0

[Première publication, 8 août 1942]

### HULL

Cour Supérieure.—District de Hull

N° 7645 } RALPH LETHAM DUCLOS,  
agent d'assurances, de la  
ville d'Ottawa, province d'Ontario, et LEWIS  
MURRAY DUCLOS, ingénieur civil, ci-devant  
de la ville d'Ottawa, province d'Ontario, et  
maintenant de Sudbury, province d'Ontario,  
demandeurs; vs AUSTIN W. A. DUCLOS,  
JOHN F. L. DUCLOS, WILLIAM M. DUCLOS,  
E. BENJAMIN DUCLOS, D. HARVEY DUCLOS,  
SYDNEY DUCLOS & DAME VVE  
DR. JACK SCOTT, née ELIZABETH LOUISE  
DUCLOS, ci-devant des canton et district de  
Hull, et maintenant de lieux inconnus, en leur  
qualité d'héritiers de feu Dame Janet Steele  
et de son époux feu Augustus F. Duclos, en son  
vivant, commerçant, des canton et district de  
Hull, défendeurs.

(a) Tout ce morceau ou lopin de terre formant partie du lot numéro quatre "G" (ptie 4G) dans le sixième rang du canton de Hull, borné en front par le chemin macadamisé Gatineau, vers le sud par la propriété appartenant autrefois à Ann O'Brien et celle de Désiré Tréau de Coeli, vers le nord par le chemin Mine et vers l'ouest par la propriété de James Hammond à l'arrière des bâtisses ci-devant occupées par Thomas Driscoll; avec les bâtisses dessus érigées.

(b) Toute cette partie du lot numéro quatre "G" (ptie 4G) dans le sixième rang du canton de Hull, bornée comme suit: En front par le chemin macadamisé Gatineau, en arrière par une ligne qui est la continuation de la ligne ouest du lot de feu Thomas Sheehan autrefois possédé par Edouard Desjardins et présentement la propriété du débiteur, vers le sud par un lot appartenant autrefois à Désiré Tréau de Coeli et acheté de Damase Lafleur, vers le nord par la propriété du débiteur mais appartenant autrefois à Austin Corrigan; avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus, en bloc, à mon bureau au Palais de Justice, en la cité de Hull, le ONZE SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.  
Hull, ce 31 juillet, 1942. 1726-32-2

[Première publication, 8 août 1942]

ship of Bolton, district of Bedford, beginning at the South-West corner of lot 431 of the official plan and book of reference of the said Township, thence running South following the West line of the said lot 434 to the North side of the old public road, now abandoned, thence running East following the North side of the said old road to a point opposit the South-East corner of lot 431, thence running North to the South-East corner of said lot 431, thence running West following the South line of the said last lot to the starting point, whatever the area of the said land may be.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Edouard de Knowlton, in the Village of Knowlton, said district, on the TENTH day of SEPTEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

A. ST. MARTIN,  
Sheriff's Office,  
Sweetsburg, Que., this 4th August, 1942.  
1729-32-2

[First publication, August 8th, 1942]

### HULL

Superior Court.—District of Hull

No. 7645 } RALPH LETHAM DUCLOS,  
insurance agent, of the City  
of Ottawa, Province of Ontario, and LEWIS  
MURRAY DUCLOS, civil engineer, heretofore  
of the City of Ottawa, Province of Ontario and  
now of Sudbury, Province of Ontario, plaintiffs;  
vs AUSTIN W. A. DUCLOS, JOHN F. L.  
DUCLOS, WILLIAM M. DUCLOS, E. BEN-  
JAMIN DUCLOS, D. HARVEY DUCLOS,  
SYDNEY DUCLOS & DAME WID. DR. JACK  
SCOTT, née ELIZABETH LOUISE DUCLOS,  
heretofore of the Township and district of Hull,  
and now of parts unknown, as heirs of the late  
Dame Janet Steele and her husband the late  
Augustus F. Duclos, in his lifetime, dealer, both  
of the city and district of Hull, defendants.

(a) All that piece or parcel of land forming part of lot number four "G" (Pt. 4G) in the sixth range of the Township of Hull, bounded on the front by the Gatineau Macadamized Road, towards the South by the property formerly belonging to Ann O'Brien and of Désiré Tréau de Coeli, towards the North by the Mine Road and towards the West by the property of James Hammond at the rear of the buildings heretofore occupied by Thomas Driscoll; with the buildings thereon erected.

(b) All that part of lot number four "G" (Pt. 4G) in the sixth range of the Township of Hull, bounded as follows: In front by the Gatineau Macadamized Road, in rear by a line being the continuation of the West line of the lot of the late Thomas Sheehan formerly owned by Edouard Desjardins and presently the property of the debtor, southerly by a lot belonging formerly to Désiré Tréau de Coeli and bought from Damase Lafleur, northerly by the property of the debtor but belonging formerly to Austin Corrigan; with the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc", at my office in the Court House, in the City of Hull, the ELEVENTH of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
Hull, July 31, 1942. 1726-32-2

[First publication, August 8th, 1942]

**IBERVILLE**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure.—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: } **ARCHIE alias AT-**  
N° 4830 } **CHEZ DUCHAR-**  
**ME**, autrefois télégraphiste, du village de La-  
colle, district d'Iberville, et maintenant bour-  
geois, de St-Félix de Valois, district de Joliette,  
demandeur; vs **JOSEPH LEOPOLD AMIOT**,  
du village de Lacolle, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur.

Un emplacement situé audit village de Lacolle, faisant partie du lot numéro deux cent-un, (P. N° 201) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, contenant soixante pieds de largeur sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins, borné à l'ouest par le chemin public, à l'est par la partie du dit lot appartenant à Alfred Breault, au nord par la partie du dit lot appartenant à Napoléon Giroux, et au sud par la partie du dit lot appartenant à Gédéon Rémillard, avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, à Lacolle, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **ADÉLARD FORGET.**  
Saint-Jean, 4 août 1942. 1727-32-2-0  
[Première publication, 8 août 1942]

**KAMOURASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

N° 13506 } **LÉO BÉRUBÉ**, Avocat de la  
Cité de Rivière du Loup, de-  
mandeur; vs **JOSEPH DUMONT**, du canton  
Auclair, défendeur.

Le lot numéro vingt et un (21) rang trois (3), canton Auclair.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Lejeune, Comté de Témiscouata, **MERCREDI**, le VINGT-TROIS SEPTEMBRE 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **E. A. DOUCET.**  
Rivière du Loup, 4 août 1942. 1728-32-2-0  
[Première publication, 8 août 1942]

**MONTMAGNY**

*Fieri Facias de Terris*  
Cour de Magistrat

Canada, } **EUGÈNE MARQUIS**,  
Province de Québec, } de St-Gervais, com-  
District de Québec, } té de Bellechasse, de-  
N° 87978 } mandeur; vs **CHAR-**  
**LES-ÉMILE PARÉ**, de St-Charles, comté de  
Bellechasse, défendeur.

La partie sud des deux lots connus au cadastre officiel de St-Gervais, sous les numéros 253 et 254, mesurant deux arpents de largeur sur dix de profondeur, le tout plus ou moins, à partir du Chemin du Roi en montant vers le sud. (Ce Chemin du Roi est le premier rang de St-Gervais).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Gervais, comté de Bellechasse, **JEU-DI**, le VINGT AOÛT 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,  
**AIMÉ CARON.**

Bureau du Shérif,  
Montmagny, le 14 juillet 1942. 1589-29-2-0  
[Première publication, 18 juillet 1942]

**IBERVILLE**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court.—District of Iberville

Saint-Jean, to wit: } **ARCHIE alias AT-**  
No. 4830 } **CHEZ DUCHAR-**  
**ME**, formerly despatcher, of Lacolle village, dis-  
trict of Iberville, and now burgess, of St-Félix  
de Valois, district of Joliette, plaintiff; vs **JO-**  
**SEPH LEOPOLD AMIOT**, of Lacolle village,  
defendant.

As belonging to the said defendant.

An emplacement situated to the said Lacolle village, being part of lot number two hundred and one (P. No. 201) of the official cadastral for the parish of Saint-Bernard de Lacolle, of an area of sixty feet in Width, by one and half arpent in depth, more or less, bounded to the west by the public road, to the east by the part of said lot belonging to Alfred Breault, to the north by the part of said lot belonging to Napoléon Giroux and to the south by the part of said lot belonging to Gédéon Rémillard, with house and other buildings upon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, at Lacolle, on the NINTH day of SEPTEMBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

**ADÉLARD FORGET,**

Sheriff's Office, **Sheriff.**  
Saint-Jean, August 4th, 1942. 1727-32-2-0  
[First publication, August 8th, 1942]

**KAMOURASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court.—District of Kamouraska.

No. 13506 } **LÉO BÉRUBÉ**, advocate, of  
the City of Rivière du  
Loup, plaintiff; vs **JOSEPH DUMONT**, of the  
Township Auclair, defendant.

Lot number twenty-one (21) Range three (3), Township Auclair.

To be sold at the parochial church door of Lejeune, county of Témiscouata, **WEDNESDAY** the TWENTY-THIRD of SEPTEMBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

**E. A. DOUCET,**

Sheriff's Office, **Sheriff.**  
Rivière-du-Loup, August 4, 1942. 1728-32-2  
[First publication, August 8th, 1942]

**MONTMAGNY**

*Fieri Facias de Terris*  
Magistrate's Court

Canada, } **EUGÈNE MARQUIS**,  
Province of Québec, } of St-Gervais, coun-  
District of Québec, } ty of Bellechasse, plain-  
No. 87978 } tiff; vs **CHARLES-ÉM-**  
**LE PARÉ**, of St-Charles, county of Bellechasse,  
defendant.

The south part of two lots known on the official cadastral plan of St-Gervais, under the number 253 and 254, measuring two arpents in the width on ten in the depth, the whole more or less, from King's Road running south. (This King's Road is the first range of St-Gervais).

To be sold at the parochial church door of St-Gervais, county of Bellechasse, **TUESDAY**, the TWENTIETH DAY of AUGUST, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

**AIMÉ CARON,**  
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,  
Montmagny, July 14th, 1942. 1589-29-2-0  
[First publication, July 18th, 1942]

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **THE ROYAL TRUST**  
 N° 210399 } **COMPANY & al,**  
 es-qualité, demandeurs; vs **NATIONAL TRUST**  
**COMPANY LIMITED,** es-qualité, défenderesse  
 & **GERALD A. AMOS,** curateur au délaissement.

Comme appartenant à ladite défenderesse mais en possession du curateur au délaissement.

Un emplacement sur la rue Metcalfe dans la cité de Montréal, formant partie du lot numéro mille quatre cent vingt (1420) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, comprenant une largeur de vingt-quatre pieds sur une profondeur de quatre-vingt-dix-neuf pieds, trois pouces, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Metcalfe, en arrière par une ruelle, dans laquelle les représentants de feu Dame Jessie Theresa Wood, en son vivant de la cité de Montréal, épouse séparée de biens de feu William Fraser Torrance, ont droit de passage, du côté nord-ouest par une autre partie dudit lot officiel appartenant à Henri Lecluyse, et du côté sud-est par une autre partie dudit lot officiel appartenant à Agnes Fairbairn, avec la maison dessus érigée, portant les numéros civiques 2041 à 2045 autrefois numéro 149), rue Metcalfe; le tout tel qu'il se trouve présentement entouré et tel qu'indiqué au plan fait par Joseph Rielle, arpenteur-géomètre de la Province, en date du 19 décembre 1908, dont une copie est annexée à l'acte de vente original fait en présence de W. de M. Marler, N.P., le quatre janvier 1909, sous le numéro 28416, par lequel ladite feu Dame Jessie Theresa Wood avait acquis ladite propriété de Francis Robert Redpath, Huntly Redpath Drummond et George Hyde, tous de la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UN AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,500 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Savard, en date du 15 juillet 1942.

Bureau du shérif, Le shérif,  
 Montréal, le 15 juillet 1942. L. P. CAISSE.  
 [Première publication, 18 juillet 1942] 1597-29-2

*Fieri Facias de Terris*

C. S.— District de Montréal

Montréal, à savoir: } **EDGAR DESOR-**  
 N° 208458 } **MEAUX,** deman-  
 deur; vs **LAURIDAS DESORMEAUX** défen-  
 deur; & **J. ARTHUR ARCHAMBAULT,** cura-  
 teur au délaissement.

“Un certain emplacement situé dans la paroisse de St-Elzéar, à l'endroit désigné sous le nom de Cap St-Martin, sur le côté est du Boulevard Taschereau, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent quatorze (P. 314) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, comté de Laval, contenant cent (100) pieds de largeur, le long du Boulevard Taschereau, à mesurer ces cent pieds de largeur à partir d'un point situé à vingt-huit pieds au côté sud de la ligne sud de l'immeuble de J. B. Lalande, en se dirigeant vers le sud jusqu'à un point marqué à au moins douze pieds au côté nord d'un vieux puits se trouvant sur une autre partie dudit lot trois cent quatorze sur ledit plan, appartenant à Edgar Desormeaux, sur la profondeur de quatre-vingt-dix-neuf pieds, c'est-à-dire sur la même profondeur que l'immeuble

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **THE ROYAL TRUST**  
 No. 210399 } **COMPANY & al,** es-  
 equal, plaintiffs; vs **NATIONAL TRUST COM-**  
**PANY LIMITED,** es-qual, defendant, & **GE-**  
**RALD A. AMOS,** Curator to the surrender.

As belonging to the said defendant but in the possession of the Curator to the surrender.

An emplacement in Metcalfe Street in the City of Montreal, forming part of lot number fourteen hundred and twenty (1420) on the official Plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward, containing a width of twenty-four feet by a depth of ninety-nine feet, three inches, English measure and more or less; bounded in front by Metcalfe Street, in rear by a lane, in which the representatives of the late Dame Jessie Theresa Wood, in her lifetime of the City of Montreal, wife separate as to property of the late William Fraser Torrance, have the right of passage, on the North-West side by another part of the said official lot belonging to Henri Lecluyse, and on the South-East side by another part of the said official lot belonging to Agnes Fairbairn, with the house bearing civic numbers 2041 to 2045 (formerly number 149) Metcalfe Street thereon erected; the whole as it is now enclosed and shown on a plan made by Joseph Rielle, Provincial Land Surveyor, dated the 19th day of December, 1908, of which a copy is annexed to the original deed of sale executed before W. de M. Marler, N.P. on the 4th January, 1909, under his number 28416, by which the said late Dame Jessie Theresa Wood acquired the said property from Francis Robert Redpath, Huntly Redpath Drummond and George Hyde, all of the City of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,500.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Savard, dated July 15th, 1942.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
 Montreal, July 15th, 1942. 1597-29-2-o  
 [First publication, July 18th, 1942]

*Fieri Facias de Terris*

S. C.— District of Montreal

Montreal, to wit: } **EDGAR DESORMEAUX,**  
 No. 208458 } **plaintiff; vs LAURIDAS**  
**DESORMEAUX,** defendant; & **J. ARTHUR**  
**ARCHAMBAULT,** curator to the abandonment.

A certain emplacement situate in the parish of St-Elzéar, at the place known as Cap St-Martin, on the East side of Boulevard Taschereau, forming part of the lot of land known and designated under number three hundred and fourteen (t. 314) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Martin, county of Laval, measuring one hundred (100) feet in width, along Boulevard Taschereau, the said one hundred feet in width to be measured from a point situate at twenty-eight feet on the South side of the South line of the immovable of J. B. Lalande, running Southward to a point marked at at least twelve feet from the north side of an old well which lies on another part of said lot three hundred and fourteen on the said plan, belonging to Edgar Desormeaux, by the depth of ninety-nine feet, that is to say by the same depth as the

dudit J. B. Lalande, faisant aussi partie dudit lot trois cent quatorze sur le dit plan, borné, le susdit emplacement, comme suit: en front, vers l'ouest par le Boulevard Taschereau, en arrière et du côté sud par d'autres parties dudit lot trois cent quatorze sur ledit plan appartenant à Edgar Desormeaux, et de l'autre côté vers le nord, par un chemin privé de vingt-huit pieds de largeur sur la profondeur dudit emplacement, lequel chemin privé se trouve entre ledit emplacement et celui appartenant audit J. B. Lalande, le dit chemin privé faisant aussi partie dudit lot trois cent quatorze sur ledit plan appartenant à Edgar Desormeaux, avec droit de passage à pied et en voiture et à perpétuité pour tout acquéreur dudit emplacement, ses heirs et ayants cause, dans ledit chemin privé, en commun avec ledit Edgar Desormeaux et avec ceux y ayant droit ou qui y auront droit, sans pouvoir obstruer ce chemin et aux charges ordinaires d'entretien, avec une maison construite en bois et lambrisée en brique, servant de maison privée et d'étal de boucher et épicer et autres bâtisses dessus érigées; toutes les mesures ci-dessus sont de la mesure anglaise et plus ou moins".

Un dépôt de \$160. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Louis Cousineau, en date du 3 août 1942.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Elzéar de Laval, le ONZE SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 5 août 1942  
 Le Shérif, L. P. CAISSE, 1736-32-2-o  
 [Première publication, 8 août 1942]

immovable of the said J. B. Lalande, forming also part of said lot three hundred and fourteen on the said plan, bounded the aforesaid emplacement, as follows: in front, towards the west by Boulevard Taschereau, in rear and on the south side by other parts of said lot three hundred and fourteen on the said plan, belonging to Edgar Desormeaux, and on the other side towards the north, by a private road of twenty-eight feet in width by the depth of the said emplacement, the said private road lies between the said emplacement and that belonging to the said J. B. Lalande, the said private road forming also part of said lot three hundred and fourteen on the said plan belonging to Edgar Desormeaux with right of way on foot and with vehicle at perpetuity for any purchaser of the said emplacement, his heirs or assigns, in the said private road, in common with the said Edgar Desormeaux and with those having a right thereto or shall have a right thereto, without power to obstruct the said road and subject to ordinary costs of maintenance—with a house built of wood and faced with brick, used as a private residence and butcher stall and grocery, and other buildings thereon erected; all above measurements being English measure and more or less.

A deposit of \$160 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Louis Cousineau, dated the 3rd August, 1942.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Elzéar de Laval, the ELEVENTH of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon

Sheriff's Office, Montreal, August 5, 1942.  
 L. P. CAISSE, Sheriff. 1736-32-2-o  
 [First publication, August 8th 1942]

**QUÉBEC**  
*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC, N° 3248-30 } contre PAUL DES-PRÉS, de notre Cité de Québec, dans notre District de Québec, à savoir:

Les subdivisions 19 et 20 (dix-neuf et vingt), du lot N° 2341-C (deux mille trois cent quarante et un-C) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, de la Cité de Québec, étant des emplacements situés à St-Malo, contenant respectivement 30 pieds de front sur une profondeur de 68 pieds, mesure anglaise, le tout plus ou moins, bornés vers le nord par une ruelle (N° 2341-C-24), vers le sud par la rue St-Gabriel (St-Bernard vers l'est par le lot N° 2341-C-18, et à l'ouest par le lot N° 2341-C-21, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujettes, la subdivision 19, à une rente foncière annuelle et constituée de \$6.00, au capital de \$120.00, et la subdivision 20 à une rente foncière, annuelle et constituée de \$7.00, au capital de \$140.00, payables le 1er mai de chaque année à la Succession Tourangeau.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT HUITIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, ce 22 juillet 1942.  
 Le shérif, L. LAPIERRE. 1618-30-2-o  
 [Première publication, 25 juillet 1942]  
 [Deuxième publication, 8 août 1942]

**QUEBEC**  
*Fieri Facias*

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC; No. 3248-30 } against PAUL DES-PRÉS, of Our City of Quebec, in Our district of Quebec, to wit:

Subdivisions 19 and 20 (nineteen and twenty), of lot No. 2341-C (two thousand three hundred and forty-one-C) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur, of the city of Quebec, being emplacements situate at St-Malo, containing respectively 30 feet in front by a depth of 68 feet, English measure, the whole more or less, bounded on the North by a lane (No. 2341-C-24) towards the South by St-Gabriel street (St-Bernard) towards the East by lot No. 2341-C-18, and to the West by lot No. 2341-C-21—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subdivision 19 being subject to an annual and constituted ground rent of \$6.00, on the capital of \$120., and subdivision 20 to an annual and constituted ground rent of \$7.00 on the capital of \$140., payable the 1st of May of each year to the Tourangeau Estate.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Quebec, July 22, 1942.  
 L. LAPIERRE, Sheriff. 1618-30-2-o  
 [First publication, July 25, 1942]  
 [Second publication, August 8, 1942]

*Fieri Facias*  
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;  
N° 815-42 } contre ELZÉAR DION,  
de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu RAOUL RENAULT, en son vivant de la Cité de Québec, à savoir:

La subdivision 42 (quarante-deux) du lot N° 34 (trente-quatre) et la subdivision 42 (quarante-deux) du lot N° 35 (trente-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec (banlieue), maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant des lots de terre formant partie de la propriété connue sous le nom de "Parc Québec", mesurant 25 pieds de front sur 77 pieds et 6 pouces de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT HUITIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Québec, ce 22 juillet 1942. L. LAPIERRE.  
[Première publication, le 25 juillet 1942] 1632-30-2-0  
[Deuxième publication, le 8 août 1942]

**TROIS-RIVIÈRES**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada, } W E L L I E  
Province de Québec, } ROYER,  
District des Trois-Rivières, } garagiste, de la  
N° 7146. } cité du Cap-de-la-Madeleine, district des Trois-Rivières, et y faisant affaires sous la raison sociale de Royer & Frère, demandeur vs LOUIS VILLENEUVE, des cité et district de Hull, défendeur.

Un emplacement situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sur la rue Ste-Julienne, connu et désigné sous le numéro dix de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent-quatorze (114-10) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Ste-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, MARDI le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT, 1942, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,  
Trois-Rivières, le 15 juillet 1942. L. P. MERCIER.  
[Première publication, 18 juillet 1942] 1596-29-2-0

**Arrêtés en Conseil**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1724

Québec, le 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant la chasse à la perdrix grise, à la perdrix de savane et à la gélinotte à queue aiguë.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et de la Pêche, que l'arrêté ministériel numéro 229, approuvé le 5 février 1941, relativement à la chasse à la perdrix grise, à la perdrix de savane ainsi qu'à la gélinotte à queue

*Fieri Facias*  
Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;  
No. 815-42 } against ELZÉAR DION,  
of Our city of Quebec, in Our district of Quebec, in his quality of curator to the Estate of the late RAOUL RENAULT, in his lifetime of the city of Quebec, to wit:

Subdivision 42 (forty-two) of lot No. 34 (thirty-four) and subdivision 42 (forty-two) of lot No. 35 (thirty-five) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec (banlieue), now Montcalm Ward, of the City of Quebec, being of lots of land forming part of the property known under the name of "Parc Québec", measuring 25 feet in front by 77 feet and 6 inches in depth, more or less, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.  
Quebec, July 22, 1942. 1632-30-2  
[First publication, July 25, 1942]  
[Second publication, August 8, 1942]

**TROIS-RIVIÈRES**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada, } W E L L I E  
Province of Quebec, } ROYER,  
District of Trois-Rivières, } garage owner, of  
No. 7146. } the city of Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, and there carrying on business under the firm name and style of "Royer & Frère", plaintiff; vs LOUIS VILLENEUVE, of the city and district of Hull, defendant.

An emplacement situate in the city of Cap-de-la-Madeleine, on Ste-Julienne street, known and designated under number ten of the official subdivision of original lot number one hundred and fourteen (114-10) of the official cadastre of the Parish of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of Ste-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, in the city of Cap-de-la-Madeleine, TUESDAY, the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.  
Trois-Rivières, July 15, 1942. 1596-29-2  
[First publication, July 18th, 1942]

**Orders in Council**

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

No. 1724

Quebec, July 24th, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting the hunting of birch or spruce partridge as well as sharptailed grouse.

It is ordained, that upon the proposal of the Honourable Minister of Game and Fish, that the Order in Council No. 229, approved the 5th of February, 1941, respecting the hunting of birch or spruce partridge as well as sharptailed grouse,

aiguë, soit renouvelé pour l'année 1942, avec les modifications suivantes:

Vu l'article 8 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

Il sera permis de chasser la perdrix de savane et la perdrix grise, du 19 septembre au 19 novembre—ces deux dates incluses—1942—aux conditions suivantes:

1. Personne ne pourra tuer ou capturer plus de cinq (5) oiseaux par jour;
2. Personne ne pourra avoir en sa possession plus que la chasse légale de trois (3) jours;
3. Un mois après la fermeture de la chasse, à savoir après le 19 décembre 1942, personne ne pourra avoir de perdrix en sa possession;
4. Toute contravention rendra passible des sanctions prévues à l'article 9 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

A. MORISSET,  
1719-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1898

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 1983, du 24 septembre 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre l'approbation dudit amendement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1983 soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant au paragraphe "a" de l'article II:

"Les compagnies de chemin de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

W. LEARMONTH,  
1740-o Asst. Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 1897

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Sorel et un périmètre de 6 milles de rayon.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts

be renewed for the year 1942, with the following modifications:

Pursuant to article 8 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

The hunting of birch and spruce partridge shall be permitted from the 19th of September to the 19th of November—both dates inclusive—1942—under the following conditions:

1. No one may kill or capture more than five (5) birds per day;
2. No one may have in his possession more than the legal three (3) days' catch;
3. One month after the closing of the hunting season, that is to say, after the 19th of December, 1942, no one is permitted to have partridge in his possession;
4. Any contravention renders one liable to the sanctions provided for in article 9 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

A. MORISSET,  
1719 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1898

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the City of St-John and the Town of Iberville.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of its intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 1983, of September 24, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the City of St-John and the Town of Iberville;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1983 be modified by adding the following paragraph to subsection "a" of section II:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

W. LEARMONTH,  
1740-o Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1897

Québec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the city of Sorel and a perimeter of 6 miles of radius.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, relatifs à l'industrie de la construction dans la cité de Sorel et un périmètre de 6 milles de rayon;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942, de la *Gazette Officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre l'approbation dudit amendement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 1764 soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant au paragraphe "a" de l'article II:

"Les compagnies de chemin de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer."

1739-o W. LEARMONTH,  
Asst.-Greffier du Conseil exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1899

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans les villes de Val d'Or et d'Amos.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 1132, du 9 mai 1941, relatif à l'industrie de la construction dans les villes de Val d'Or et d'Amos;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942, de la *Gazette Officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre l'approbation dudit amendement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 1132 soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant à l'article I:

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujettie au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnie de chemins de fer."

1741-o W. LEARMONTH,  
Asst.-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1895

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en conseil

Concernant une modification au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, juridiction de Saint-Hyacinthe.

Quebec, 1941 chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 1764, of September 2, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the city of Sorel and a perimeter of 6 miles of radius;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May, 30, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon proposition of the Honorable Minister Of Labour, that the said decree number 1764 be modified by adding the following paragraph to subsection "a" of section II:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

1739-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1899

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the towns of Val d'Or and Amos.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941 chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 1132, of May 9, 1941, relating to the construction industry in the towns of Val d'Or and Amos;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1132 be modified by adding the following paragraph to section I:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

1741-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1895

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification to the decree relating to the barber and hairdresser trades in St-Hyacinthe jurisdiction.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au ministre du Travail par le comité paritaire des barbiers et coiffeurs, juridiction de Saint-Hyacinthe, à l'effet de modifier le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 6 juin 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite requête;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail que le dit décret numéro 2683 soit modifié de la façon suivante:

1.—La deuxième phrase du premier alinéa du paragraphe "b" de l'article IV, commençant par le mot: "Toutefois", est radiée et remplacée par les dispositions suivantes:

"Toutefois, n'est pas considéré comme une violation du présent article le temps que prennent ces personnes pour terminer le travail commencé sur un client avant l'expiration de la durée des heures de travail.

Les coiffeurs et coiffeuses ont la permission de terminer le travail commencé sur pas plus de deux (2) clients par coiffeur ou coiffeuse avant l'expiration de la durée des heures de travail."

1737-o W. LEARMONTH,  
Asst-greffier du Conseil exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1896

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans l'île de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 2059, du 13 août 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans l'île de Montréal;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942, de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu que des objections ont été formulées contre l'approbation dudit amendement et qu'il n'a pas été jugé à propos d'y donner suite;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 2059 soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant à l'article II:

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

1738-o W. LEARMONTH,  
Asst-greffier du Conseil exécutif.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the Parity Committee of the barbers and hairdressers, St-Hyacinthe jurisdiction, to modify the decree number 2683, of October 9, 1941, relating to the barber and hairdresser trades;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on June 6, 1942;

Whereas no objection to the approval of the said request has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour that the said decree number 2683 be modified in the following manner:

1.—The second sentence of the first paragraph of subsection "b" of section IV, beginning by the word: "However", is stricken off and replaced by the following provisions:

"However, shall not be considered as a violation of the present section time taken by such persons to finish work which was in progress on one client before the expiration of the duration of the working hours.

Male and female hairdressers have the right to finish work which was in progress, on not more than two (2) customers per hairdresser, male or female, before the expiration of the duration of working hours.

1737-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1896

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the Island of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 2059, of August 13, 1941, and amendments, relating to the building industry in the Island of Montreal.

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas objections against the approval of the said amendment have been set forth and it was not deemed proper to give effect thereto;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2059, be modified by adding the following paragraph to section II:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

1738-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1900

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts révisés de Québec, 1941, chapitre 163), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 1715, du 23 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre l'approbation dudit amendement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 1715 soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant au paragraphe "b" de l'article II:

"Les compagnies de chemin de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

W. LEARMONTH,

1742-o Asst. Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1901

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane.

Attendu que, conformément aux dispositions de la loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 1653, du 28 juin 1941, relatif à l'industrie de la construction dans le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu que des objections ont été formulées contre l'approbation dudit amendement et qu'il n'a pas été jugé à propos d'y donner suite;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 1653 soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant à l'article II:

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1900

Quebec, July 30, 1941.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the county of Terrebonne.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the county of Terrebonne.

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1715 be modified by adding the following paragraph to subsection "b" of section II:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

W. LEARMONTH,

1742-o Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1901

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski and Matane.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 1653, of June 28, 1941, relating to the building industry in the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski and Matane;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas objections against the approval of the said amendment have been set forth and it was not deemed proper to give effect thereto;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1653 be modified by adding the following paragraph to section II:

"Les compagnies de chemin de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

1743-o W. LEARMONTH,  
Asst. Greffier du Conseil Exécutif.

1743-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

N° 1902

Number 1902

Québec, le 30 juillet 1942.

Quebec, July 30, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Présent: The Lieutenant-Governor in council.

Concernant un amendement en décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac-St-Jean, Roberval et Saguenay.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the counties of Roberval, Charlevoix, Lake St-John, Roberval and Saguenay.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, et amendements, relatifs à l'industrie de la construction dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac Saint-Jean, Roberval et Saguenay;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to decree number 1743, of July 11, 1941, and amendments, relating to the building industry in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St-John, Roberval and Saguenay;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette Officielle de Québec*;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Attendu que des objections ont été formulées contre l'approbation dudit amendement et qu'il n'a pas été jugé à propos d'y donner suite;

Whereas objections against the approval of the said amendment have been set forth and it was not deemed proper to give effect thereto;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 1743 et amendements, soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant à l'article III:

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honorable Minister of Labour, that the said decree number 1743, and amendments, be modified by adding the following paragraph to section III:

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

1744-o W. LEARMONTH,  
Asst-Greffier du Conseil Exécutif.

1744-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1903

Number 1903

Québec, le 30 juillet 1942.

Quebec, July 30, 1942.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 968, du 3 juin 1938, et amendements, relatifs à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre l'approbation dudit amendement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 968 soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant au paragraphe "a" de l'article II:

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

W. LEARMONTH,  
1745-o Asst-Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1904

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 1407, du 3 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite proposition d'amendement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 1407, et amendements, soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant au paragraphe "a" de l'article I:

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

W. LEARMONTH,  
1746-o Asst-greffier du Conseil exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1905

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 1658, du 19 avril 1940, et amendements,

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 968 be modified by adding the following paragraph to subsection "a" of section II:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

W. LEARMONTH,  
1745-o Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1904

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1407, and amendments, be modified by adding the following paragraph to subsection "a" of section I:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

W. LEARMONTH,  
1746-o Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1905.

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of amendment to the decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, relating

relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu que des objections ont été formulées contre l'approbation dudit amendement et qu'il n'a pas été jugé à propos d'y donner suite;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1658, et amendements, soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant au paragraphe "a" de l'article II:

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

1747-o W. LEARMONTH,  
Asst-greffier du Conseil exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1906

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 2678, du 18 juillet 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre l'approbation dudit amendement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 2678, soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant à l'article II:

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

1748-o W. LEARMONTH,  
Asst-greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1907

Québec, le 30 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant un amendement au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brome, Missisquoi, Drummond et Arthabaska.

to the building industry in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas objections against the approval of the said amendment have been set forth and it was not deemed proper to give effect thereto;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1658 and amendments be modified by adding the following paragraph to subsection "a" of section II:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

1747-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1906

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 2678, of July 18, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville.

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2678 be modified by adding the following paragraph to section II:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

1748-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1907

Quebec, July 30, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the construction industry in the counties of Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brome, Missisquoi, Drummond and Arthabaska.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'un amendement au décret numéro 692, du 7 mai 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brôme Missisquoi, Drummond et Arthabaska;

Attendu que ledit avis d'amendement a été publié dans la livraison du 30 mai 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre l'approbation dudit amendement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 692 soit modifié par l'addition de l'alinéa suivant à l'article II, paragraphe "a":

"Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer."

1749-o W. LEARMONTH,  
Asst-greffier du Conseil exécutif.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 Chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to propose the adoption of an amendment to the decree number 692, of May 7, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brôme Missisquoi, Drummond and Arthabaska;

Whereas the said notice of amendment has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 30, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 692 be modified by adding the following paragraph to subsection "a" of section II:

"Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies."

1749-o W. LEARMONTH,  
Deputy Clerk of the Executive Council.

## Commission de l'Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, le 9 juillet 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr E. Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montréal, et en coopération avec la Commission des prix et du commerce en temps de guerre;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Dans la présente ordonnance, le mot "unité" équivaut pour le lait à une mesure d'une pinte, et pour la crème à une mesure d'un demiard.

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2. La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville de Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greefield Park, la ville de Montréal-sud et la ville de Pointe-aux-Trembles.

## Dairy Industry Commission

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 1-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, July 9th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montreal, and in co-operation with the Wartime Prices and Trade Board;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

In the present order, the word "unit" is equivalent to one quart for milk and to one-half pint for cream.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint-Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe Claire, the town of Montreal East, the town of Mount Royal, the town of Saint Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal North, the town of St-Pierre, the town of Lasalle, the town of Greefield Park, the town of Montreal South and the town of Pointe aux Trembles.

3. Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$2.32½ f.a.b. Montréal, et à même cette somme, verser, entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque cent livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée à l'Association des producteurs de lait de Montréal au pro rata des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur association, et l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Montréal. Ce prix de \$2.32½ est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage du gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème."

4. Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait est fixé à trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer, du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, sept sous la chopine et douze sous la pinte. Cependant, peuvent continuer à vendre le lait à douze sous et demi la pinte celui ou ceux qui pendant la période de base (15 septembre au 11 octobre 1941), vendaient à ce prix.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, six sous la chopine et dix sous et trois-quarts la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

8. Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs ne peuvent vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente-huit sous le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: six sous la chopine et dix sous et trois-quarts la pinte.

9. Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution dans les écoles est de trois sous le demiard.

10. Les usines de pasteurisation sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ¼ de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire-général de l'Association des distributeurs de lait de la province de Québec.

11. Pour la distribution du lait, de la crème ou autres produits laitiers, nul ne peut, par lui-même ou par son employé, utiliser un véhicule à moins qu'il ne fasse au moyen de ce véhicule la distribution d'une charge d'au moins 1800 unités par semaine, excepté pour la période de fluctuation comprise entre le 15 juin et le 15 septembre; mais, dans ce cas, le marchand de lait ou le distributeur de produits laitiers sera tenu de faire la preuve de cette fluctuation.

3. The milk dealers, the cooperative societies and the cooperative syndicates must pay to their producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which they receive from them, \$2.32½ f.o.b., Montreal, and from this sum remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the Milk Producers' Association of Montreal, in proportion of the quantities furnished to milk dealers by the regular members of this association, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Montreal. The said price of \$2.32½ is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream".

4. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates to milk distributors is fixed at thirty-two cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver, milk at prices inferior to three and a half cents a half-pint, seven cents a pint, and twelve cents a quart. However, those who were selling milk at twelve and a half cents a quart during the basic period (from September 15th to October 11th, 1941) may continue to do so.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint and ten and three-quarters cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to forty cents a gallon.

8. The milk dealers, cooperative societies or cooperative syndicates shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price not inferior to thirty-eight cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is, at six cents a pint and ten and three-quarters cents a quart.

9. The price of milk in half-pint bottles, to be delivered to schools, shall be of three cents a half-pint.

10. Pasteurizing plants must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ¼ of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

11. For the delivery of milk, cream or other dairy products, no person shall, by himself or through his employee, use a vehicle unless it be used to deliver a minimum load of 1800 units per week, except during the period of fluctuations between June 15th and September 15th; but, in this case, the milk dealer or the distributor of dairy products must give proof of this fluctuation.

12. Les marchands de lait, les distributeurs de produits laitiers et les fournisseurs-producteurs sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème et les autres produits laitiers.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours :

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer ;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral ;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

13. Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi (heure officielle de Montréal).

14. Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 1-H-40, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 novembre 1940, et entrera en vigueur le 15 août 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé:) MM. DR ÉMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Secrétaire. 1753-0  
Québec, le 6 août 1942.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 9-Sp-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, le 9 juillet 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires Alphonse Savoie, secrétaire, et Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits Laitiers.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. La présente ordonnance s'applique à tout marchand de lait, distributeur de produits laitiers ou fournisseur-producteur qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait, de la crème ou autres produits laitiers dans les limites de la région de Hull.

2. La région de Hull est celle que délimite l'ordonnance N° 9-H-39, telle que publiée dans la *Gazette officielle* du 27 janvier 1940.

3. Sauf les dispositions du paragraphe ci-dessous, le lait, la crème ou autres produits laitiers seront vendus au comptant, ou au moyen de bons payés sur réception.

Cette ordonnance ne s'applique pas aux ventes faites aux institutions publiques, aux départe-

12. The milk dealers, the distributors of dairy products and the producer-suppliers must obtain cash payments for milk, cream and other dairy products.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impractical or impossible.

13. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon (Official Montreal time).

14. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

The present order cancels Order No. 1-H-40, published in the *Quebec Official Gazette* of November 2nd, 1940, and comes into force on August 15th, 1942.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): Dr. ÉMILE NADEAU,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
Secretary. 1753-0  
Quebec, August 6th, 1942

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 9-Sp-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting on Thursday, July 9th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any milk dealer, distributor of dairy products or producer-supplier who, directly or indirectly, sells or delivers milk, cream and other dairy products within the limits of the region of Hull.

2. The region of Hull is that which is delimited by Order 9-H-39, published in the *Official Gazette of Quebec* of January 27th, 1940.

3. Save the exceptions mentioned hereafter, milk, cream, and other dairy products shall be sold in exchange for cash or prepaid milk tickets only.

The provisions of this order shall not apply to sales made to public Institutions, Government

ments du Gouvernement et, avec l'autorisation de ladite Commission, aux ventes de gros dont le paiement au comptant est jugé impraticable. Dans ce cas le crédit ne devra pas dépasser trente jours.

La présente ordonnance entre en vigueur le 10 août 1942.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR EMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Secrétaire. 1754-o  
Québec, le 6 août 1942.

Departments, and, with authorization of the said Commission, to wholesale customers where cash payments are impracticable. In all those exceptions, credit shall not exceed thirty days.

The present order shall come into force on the 10th of August 1942.

The secretary of the said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
Secretary. 1754-o  
Quebec, August 6th, 1942.

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 32

<b>AVIS AUX INTÉRESSÉS:</b>	2335
<b>ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:</b>	
Lebeau vs Lebeau.....	2341
<b>ARRÊTÉS EN CONSEIL:</b>	
1724—Concernant la chasse à la perdrix grise, à la perdrix de savane et à la gélinotte à queue aiguë.....	2356
1895—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, juridiction de St-Hyacinthe.....	2358
1896—Industrie de la construction dans l'île de Montréal.....	2359
1897—Industrie de la construction dans la cité de Sorel.....	2357
1898—Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.....	2357
1899—Industrie de la construction dans les villes de Val d'Or et d'Amos.....	2358
1900—Industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.....	2360
1901—Industrie de la construction dans le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane.....	2360
1902—Industrie de la construction dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval et Saguenay.....	2361
1903—Industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle.....	2361
1904—Industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.....	2362
1905—Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.....	2362
1906—Industrie de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville.....	2363
1907—Industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brome, Missisquoi, Drummond et Arthabaska.....	2363

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 32

<b>NOTICE TO INTERESTED PARTIES:</b>	2335
<b>ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:</b>	
Lebeau vs Lebeau.....	2341
<b>ORDERS IN COUNCIL:</b>	
1724—Respecting the hunting of birch or spruce partridge as well as sharp-tailed grouse.....	2356
1895—Barber and hairdresser trades, jurisdiction of St-Hyacinthe.....	2358
1896—Construction industry in the Island of Montreal.....	2359
1897—Construction industry in the city of Sorel.....	2357
1898—Construction industry in the city of St. John and the town of Iberville..	2357
1899—Construction industry in the towns of Val d'Or and Amos.....	2358
1900—Construction industry in the county of Terrebonne.....	2360
1901—Construction industry in the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski and Matane.....	2360
1902—Construction industry in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval and Saguenay.....	2361
1903—Construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle.....	2361
1904—Construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption.....	2362
1905—Construction industry in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.....	2362
1906—Construction industry in the counties of Saint-Hyacinthe, Bagot and Rouville.....	2363
1907—Construction industry in the counties of Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brome, Missisquoi, Drummond and Arthabaska.....	2363

## ASSURANCE:

Compagnie d'assurance mutuelle contre  
le feu de la paroisse de St-Léon de Stan-  
don..... 2341

## AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices  
Rurales du District N° 63..... 2342  
Beauharnois Light, Heat and Power Com-  
pany..... 2341  
Calumet Mines Limited..... 2343  
Kupchick, Samuel..... 2342  
St-Joseph de Sorel, village de..... 2342

## BUREAU-CHEF:

La Huronne, Limitée..... 2343

## CHARTES—ABANDON DE:

La Cie de Construction d'Hochélagà Ltée 2343  
Terrace Club, Inc..... 2344

## COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° I-E-42—Montréal..... 2364  
Ordonnance N° 9-Sp-42—Hull..... 2366

## DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:

Fermeture d'un chemin dans le canton  
Pelletier..... 2344

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

Saint-Dominique-du-Rosaire, munic. sco-  
laire..... 2345  
St-Germain-de-Rimouski, ville de..... 2344  
Saint-Michel-de-Squateck, munic. scolai-  
re..... 2345  
Saint-Philippe-de-Philipsburg, munic. sco-  
laire..... 2344  
Sherbrooke, munic. scolaire de la ville... 2345

## LETTRES PATENTES:

Automatic Equipment Inc..... 2336  
Automatic Works Ltd..... 2337  
La Huronne, Limitée..... 2340  
Moreau Machine Shop Limited..... 2337  
Récupération Provinciale Limitée—Pro-  
vincial Salvage Limited..... 2338  
Silbro's Limited..... 2339  
United Machine Works Limited..... 2339

## LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Continental Distributing Co. Limited... 2340  
Les Marchands en Quincaillerie Limitée. 2340

## MINUTES DE NOTAIRES:

Delâge, Maurice..... 2346  
MacLennan, Malcolm..... 2346  
MacLennan, Malcolm..... 2346

## NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles..... 2346

## SOUMISSIONS:

La Commission des Eaux Courantes de  
Québec..... 2347

## VENTE PAR LICITATION:

Bouchard, Ferdinand *et al.*..... 2348

## INSURANCE:

Compagnie d'assurance mutuelle contre  
le feu de la paroisse de St-Léon de Stan-  
don..... 2341

## MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices  
Rurales du District N° 63..... 2342  
Beauharnois Light, Heat and Power Com-  
pany..... 2341  
Calumet Mines Limited..... 2343  
Kupchick, Samuel..... 2342  
St-Joseph de Sorel, village of..... 2342

## CHIEF OFFICE:

La Huronne, Limitée..... 2343

## CHARTERS—SURRENDER OF:

La Cie de Construction d'Hochélagà Ltée 2343  
Terrace Club, Inc..... 2344

## DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Order No. I-E-42—Montreal..... 2364  
Order No. 9-Sp-42—Hull..... 2366

## DEPARTMENT OF COLONIZATION:

Closing of a road in the township of Pel-  
letier..... 2344

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

Saint-Dominique-du-Rosaire, school mu-  
nic..... 2345  
St-Germain-de-Rimouski, town of..... 2344  
Saint-Michel-de-Squateck, school mu-  
nic..... 2345  
Saint-Philippe-de-Philipsburg, school mu-  
nic..... 2344  
Sherbrooke, school munic. of the town.. 2345

## LETTERS PATENT:

Automatic Equipment Inc..... 2336  
Automatic Works Ltd..... 2337  
La Huronne, Limitée..... 2340  
Moreau Machine Shop Limited..... 2337  
Récupération Provinciale Limitée—Pro-  
vincial Salvage Limited..... 2338  
Silbro's Limited..... 2339  
United Machine Works Limited..... 2339

## SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Continental Distributing Co. Limited... 2340  
Les Marchands en Quincaillerie Limitée. 2340

## NOTARIAL MINUTES:

Delâge, Maurice..... 2346  
MacLennan, Malcolm..... 2346  
MacLennan, Malcolm..... 2346

## APPOINTMENTS:

School Commissioners..... 2346

## TENDERS:

The Quebec Streams Commission..... 2347

## SALE BY LICITATION:

Bouchard, Ferdinand *et al.*..... 2348

**VENTES POUR TAXES:**

Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de . . . . . 2350  
 Saint-Laurent, ville de . . . . . 2348

**VENTES PAR LES SHÉRIFS:**

*Abitibi:*

Heating and Plumbing Finance Ltd vs  
 Dumont *et al.* . . . . . 2351

*Arthabaska:*

Beaudoin vs Morin . . . . . 2351

*Bedford:*

La Corporation du canton de West Bolton  
 vs Noël . . . . . 2351

*Hull:*

Duclos *et al* vs Duclos *et al.* . . . . . 2352

*Iberville:*

Ducharme vs Amiot . . . . . 2353

*Kamouraska:*

Bérubé vs Dumont . . . . . 2353

*Montmagny:*

Marquis vs Paré . . . . . 2353

*Montréal:*

Desormeaux vs Desormeaux . . . . . 2354  
 The Royal Trust Company *et al* vs National Trust Company Limited . . . . . 2354

*Québec:*

Cité de Québec vs Després . . . . . 2355  
 Cité de Québec vs Dion . . . . . 2356

*Trois-Rivières:*

Royer vs Villeneuve . . . . . 2356

1755-o

**SALES FOR TAXES:**

Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of . . . . . 2350  
 Saint Laurent, town of . . . . . 2348

**SHERIFFS' SALES:**

*Abitibi:*

Heating and Plumbing Finance Ltd vs  
 Dumont *et al.* . . . . . 2351

*Arthabaska:*

Beaudoin vs Morin . . . . . 2351

*Bedford:*

The Corporation of the township of West  
 Bolton vs Noël . . . . . 2351

*Hull:*

Duclos *et al* vs Duclos *et al.* . . . . . 2352

*Iberville:*

Ducharme vs Amiot . . . . . 2353

*Kamouraska:*

Bérubé vs Dumont . . . . . 2353

*Montmagny:*

Marquis vs Paré . . . . . 2353

*Montreal:*

Desormeaux vs Desormeaux . . . . . 2354  
 The Royal Trust Company *et al* vs National Trust Company Limited . . . . . 2354

*Quebec:*

City of Quebec vs Després . . . . . 2355  
 City of Quebec vs Dion . . . . . 2356

*Trois-Rivières:*

Royer vs Villeneuve . . . . . 2356

1755-o

